



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUÉBEC

*Place aux citoyens*

# Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires

pour l'année financière 2013-2014

LA DIRECTION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

MAI 2014

LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES





# Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires

pour l'année financière 2013-2014

LA DIRECTION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

MAI 2014

LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES



Publié par la Direction des travaux parlementaires  
Édifice Pamphile-Le May  
1035, rue des Parlementaires  
3e étage, bureau 3.11  
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone : (418) 643-2722  
Télécopieur : (418) 643-0248

Courriel : [commissions@assnat.qc.ca](mailto:commissions@assnat.qc.ca)

ISBN : 978-2-550-70398-3 (Imprimé)  
ISBN : 978-2-550-70399-0 (PDF)

Dépôt légal - Bibliothèque et archives nationales du Québec – 2014

## Table des matières

<b>Présentation</b> .....	<b>1</b>
<b>Résumé</b> .....	<b>5</b>
<b>Les mandats des commissions</b> .....	<b>9</b>
Tableau 1    Origine des mandats, par commission.....	12
Tableau 2    Nombre de séances selon l'origine des mandats, par commission.....	12
Tableau 3    Durée des séances selon l'origine des mandats, par commission (en heures) .....	13
Tableau 4    Nombre de séances, par commission .....	13
Tableau 5    Durée des séances, par commission (en heures) .....	14
<b>Les activités des commissions</b> .....	<b>15</b>
Tableau 6    Nombre de séances et durée, par type d'activité.....	18
Figure 1    Répartition des séances pour les mandats de l'Assemblée.....	19
Figure 2    Répartition des séances pour les mandats prévus au Règlement ou par une loi.....	20
Figure 3    Répartition des heures pour les mandats de l'Assemblée .....	21
Figure 4    Répartition des heures pour les mandats prévus au Règlement ou par une loi .....	21
Figure 5    Traitement des projets de loi présentés à l'Assemblée.....	22
Figure 6    Projets de loi publics adoptés en commission.....	22
Tableau 7    Nombre d'articles et d'amendements étudiés en commission.....	23
Tableau 8    Nombre de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics et d'intérêt privé, par commission .....	23
Tableau 9    Nombre de séances et d'heures consacrées aux projets de loi publics, selon le mode de l'étude, par commission .....	24
<b>L'organisation et le fonctionnement</b> .....	<b>25</b>
Tableau 10    Nombre de réunions des comités directeurs, par commission .....	27
Tableau 11    Nombre de mandats de consultations, par commission .....	28

Tableau 12	Nombre d’auditions tenues, de mémoires déposés et de demandes d’intervention sans mémoire, par commission .....	28
Tableau 13	Nombre de séances et d’heures consacrées à des consultations particulières et générales, par commission .....	29
Figure 7	Commentaires en ligne .....	30
Tableau 14	Rapports formulant des recommandations, observations ou conclusions .....	31
<b>Perspective historique .....</b>		<b>33</b>
Figure 8	Nombre de séances et d’heures effectuées en commission, par année.....	35
Figure 9	Nombre de séances et d’heures consacrées aux séances de travail, par année.....	35
Figure 10	Nombre de consultations particulières et générales, par année .....	36
Figure 11	Nombre de séances et d’heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année .....	36
Figure 12	Nombre de consultations reliées à un projet de loi public, par année .....	37
Figure 13	Nombre de mémoires, par année.....	37
Figure 14	Nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne.....	38
<b>Lexique.....</b>		<b>39</b>
<b>Annexe I La dénomination et les compétences des commissions .....</b>		<b>45</b>
<b>Annexe II .....</b>		<b>51</b>
Tableau 15	Séances par activité, en nombre et en pourcentage, par commission .....	53
Tableau 16	Séances par activité, en heures et en pourcentage, par commission .....	54
<b>Annexe III Les fiches détaillées des activités des commissions .....</b>		<b>55</b>
Commission de l’administration publique .....		59
Commission de l’agriculture, des pêcheries, de l’énergie et des ressources naturelles .....		63
Commission de l’aménagement du territoire.....		65
Commission de la culture et de l’éducation.....		69
Commission de l’économie et du travail.....		73
Commission des finances publiques .....		77

Commission des institutions .....	83
Commission des relations avec les citoyens .....	89
Commission de la santé et des services sociaux.....	91
Commission des transports et de l'environnement.....	95





**Rapport statistique sur les travaux des  
commissions parlementaires pour  
l'année financière 2013-2014**

**Direction des travaux parlementaires**

**Présentation**



Le présent rapport est réalisé par la Direction des travaux parlementaires. Il contient des données statistiques portant sur les activités des commissions parlementaires de l'Assemblée nationale pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014<sup>1</sup>.

Ce document est élaboré à partir d'une compilation des statistiques des travaux des 11 commissions permanentes<sup>2</sup> :

- Commission de l'Assemblée nationale (CAN);
- Commission de l'administration publique (CAP);
- Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN);
- Commission de l'aménagement du territoire (CAT);
- Commission de la culture et de l'éducation (CCE);
- Commission de l'économie et du travail (CET);
- Commission des finances publiques (CFP);
- Commission des institutions (CI);
- Commission des relations avec les citoyens (CRC);
- Commission de la santé et des services sociaux (CSSS);
- Commission des transports et de l'environnement (CTE).

La **première partie** du document présente des données générales résumant l'ensemble des mandats des commissions pour la dernière année financière. La **deuxième partie** contient les données concernant leurs activités et la **troisième partie**, celles sur l'organisation et le fonctionnement. Enfin, la **quatrième partie** présente des statistiques sur les travaux des commissions dans une perspective historique.

Les activités des commissions exigent du personnel du Service des commissions de la Direction des travaux parlementaires un important travail de préparation et de suivi. Il faut également souligner la collaboration des agents de recherche de la Division de la recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, qui ont réalisé les études et les recherches nécessaires à l'accomplissement de plusieurs mandats des commissions. Enfin, il faut aussi remercier les autres directions de l'Assemblée qui apportent un concours précieux à la réalisation de la mission de la Direction des travaux parlementaires.

---

<sup>1</sup> Le 5 mars 2014, le lieutenant-gouverneur a proclamé la dissolution de l'Assemblée nationale pour la tenue d'élections générales en avril.

<sup>2</sup> Voir annexe I pour plus de détails sur les compétences des commissions.





**Rapport statistique sur les travaux des  
commissions parlementaires pour  
l'année financière 2013-2014**

**Direction des travaux parlementaires**

**Résumé**



En 2013-2014, les commissions parlementaires ont tenu 478 séances pour un total de 1 352 heures. Comparativement à l'année précédente, qui était une année d'élections générales, cela représente une hausse de 125 séances et de 354 heures. Seule la CAN n'a pas tenu de séance cette année, elle n'est donc pas mentionnée dans les statistiques de ce rapport.

Les projets de loi publics figurent en première place des mandats accomplis par les commissions. En effet, 253 séances leur ont été consacrées pour un total de 852 heures. De ce nombre, 153 séances ont été consacrées à l'étude détaillée des projets de loi, ce qui représente 60,5 % des séances. La CI a été la commission la plus occupée en cette matière, cumulant à elle seule 199 heures de séance, soit 41,5 % de toutes les heures d'étude détaillée. Il est à noter que trois consultations générales ont été tenues sur des projets de loi publics au cours de l'année 2013-2014.

Il est également pertinent de souligner qu'au cours de l'année 2013-2014, il n'y a eu aucune étude de crédits budgétaires. En 2012-2013, deux études de crédits ont exceptionnellement eu lieu (en avril 2012 et février 2013) et 89 séances y ont été consacrées.

Dans le cadre de consultations particulières et générales, les commissions ont tenu 720 auditions, pour lesquelles 1 010 mémoires et 25 demandes d'intervention sans mémoire ont été reçus à la Direction des travaux parlementaires. Comparativement à 2012-2013, on constate une augmentation de plus de 451 auditions. De fait, quelques mandats ont permis à un grand nombre de témoins de se faire entendre, notamment sur le projet de loi n° 60, *Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement* (69 témoins), sur le projet de loi n° 52, *Loi concernant les soins de fin de vie* (55 témoins), sur le livre blanc sur la création d'une assurance autonomie intitulé *L'autonomie pour tous* (60 témoins) et sur le projet de loi n° 43, *Loi sur les mines* (48 témoins).

En ce qui a trait à la cyberdémocratie, une consultation en ligne a été réalisée par la CSSS sur les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée à laquelle 160 personnes ont participé.

Le nombre de commentaires en ligne reçus cette année s'élève à 1 395. C'est une baisse de plus de 1 850 commentaires par rapport à l'année dernière, mais une augmentation de plus de 170 par rapport à 2011-2012. Le nombre de mandats pour lesquels ces commentaires ont été reçus se chiffre à 91 pour l'année 2013-2014. Ce nombre était de 95 l'an dernier et de 57 en 2011-2012.





**Rapport statistique sur les travaux des  
commissions parlementaires pour  
l'année financière 2013-2014**

**Direction des travaux parlementaires**

**Les mandats des  
commissions**



Cette section couvre le nombre de séances, la durée et l'origine des mandats des commissions. Les mandats peuvent provenir de l'Assemblée, être prévus au Règlement de l'Assemblée ou par une loi, ou encore être pris à l'initiative de la commission elle-même.

Premièrement, les mandats de l'Assemblée concernent l'étude de projets de loi, des crédits budgétaires et de tout autre sujet d'intérêt public. Fait à noter, la majorité des mandats tirent leur origine de l'Assemblée (72 %). Ils sont donc plus importants en termes de nombre de séances et de durée.

Deuxièmement, diverses dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale ou d'une loi du Québec confèrent des mandats aux commissions : il s'agit notamment des mandats d'étude de la politique budgétaire, d'imputabilité des hauts fonctionnaires et de vérification des engagements financiers.

Troisièmement, les mandats d'initiative sont ceux que se donnent les commissions par l'adoption d'une motion à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire relativement à l'étude de tout sujet d'intérêt public ou à l'étude de pétitions. Il peut s'agir notamment des mandats de surveillance des organismes publics et de reddition de comptes. Pour l'étude de pétitions, les membres d'une commission doivent se réunir en séance de travail afin de décider, à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire, de se saisir ou non de la pétition. À des fins statistiques, ont été incluses sous la catégorie « Mandats d'initiative » les séances portant sur la planification et l'organisation générale des travaux des commissions.

Par ailleurs, la Commission de l'administration publique, qui n'est pas une commission sectorielle, a un mode de fonctionnement particulier, de telle sorte que les mandats qu'elle exécute ont une portée plus large et continue. Ainsi, sur une base semestrielle (généralement en juin et en décembre), la Commission dépose son rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics. Pour les besoins statistiques, chacun de ces rapports constitue un seul mandat. De plus, la Commission de l'Assemblée nationale n'est pas mentionnée dans les statistiques de ce rapport puisqu'elle n'a tenu aucune séance en 2013-2014.

Finalement, il importe de préciser que les commissions réalisent leurs mandats dans le cadre d'une ou de plusieurs séances. Une séance se déroule, la plupart du temps, durant la période de travaux parlementaires, c'est-à-dire à l'intérieur des semaines de travaux réguliers et intensifs de l'Assemblée. Les commissions peuvent toutefois siéger à des moments où l'Assemblée ne tient pas séance, elles siègent alors hors période de travaux parlementaires.

N.B. : Dans tous les tableaux apparaissant dans le document, les fractions d'heure indiquent une fraction décimale et non des minutes.

**Tableau 1 Origine des mandats, par commission**

Commissions	Origine des mandats			Total	%
	Assemblée	Prévus au Règlement ou par une loi	Initiative <sup>1</sup>		
CAP	-	17	-	17	14,4
CAPERIN	6	-	-	6	5,1
CAT	17	-	-	17	14,4
CCE	7	3	-	10	8,5
CET	4	1	1	6	5,1
CFP	19	2	-	21	17,8
CI	18	2	1	21	17,8
CRC	-	1	-	1	0,8
CSSS	11	1	3	15	12,7
CTE	3	1	-	4	3,4
<b>Total</b>	<b>85</b>	<b>28</b>	<b>5</b>	<b>118</b>	<b>100,0</b>
<b>%</b>	<b>72,0</b>	<b>23,7</b>	<b>4,2</b>	<b>100,0</b>	

<sup>1</sup> Aux fins de ce tableau uniquement, cette catégorie ne comprend que les nouveaux mandats adoptés en cours d'année en vertu de l'article 149 du Règlement de l'Assemblée nationale et exclut les séances consacrées à l'organisation générale des travaux des commissions.

**Tableau 2 Nombre de séances selon l'origine des mandats, par commission**

Commissions	Origine des mandats			Total	%
	Assemblée	Prévus au Règlement ou par une loi	Initiative		
CAP	-	49	5	54	11,3
CAPERIN	24	-	2	26	5,4
CAT	31	-	1	32	6,7
CCE	47	8	1	56	11,7
CET	15	3	4	22	4,6
CFP	59	7	2	68	14,2
CI	99	2	9	110	23,0
CRC	-	3	1	4	0,8
CSSS	63	5	26	94	19,7
CTE	10	1	1	12	2,5
<b>Total</b>	<b>348</b>	<b>78</b>	<b>52</b>	<b>478</b>	<b>100,0</b>
<b>%</b>	<b>72,8</b>	<b>16,3</b>	<b>10,9</b>	<b>100,0</b>	

**Tableau 3 Durée des séances selon l'origine des mandats, par commission (en heures)**

Commissions	Origine des mandats			Total	%
	Assemblée	Prévus au Règlement ou par une loi	Initiative		
<b>CAP</b>	-	67,7	5,3	73,0	5,4
<b>CAPER</b>	93,1	-	1,2	94,2	7,0
<b>CAT</b>	85,2	-	1,5	86,7	6,4
<b>CCE</b>	156,7	20,0	0,5	177,2	13,1
<b>CET</b>	38,4	4,0	4,2	46,6	3,4
<b>CFP</b>	183,6	14,3	1,5	199,4	14,7
<b>CI</b>	332,1	0,1	11,7	343,9	25,4
<b>CRC</b>	-	4,0	0,7	4,6	0,3
<b>CSSS</b>	230,2	15,6	61,7	307,5	22,7
<b>CTE</b>	17,7	-	0,9	18,7	1,4
<b>Total</b>	<b>1 137,1</b>	<b>125,6</b>	<b>89,1</b>	<b>1 351,8</b>	<b>100,0</b>
<b>%</b>	<b>84,1</b>	<b>9,3</b>	<b>6,6</b>	<b>100,0</b>	

Le nombre de séances et d'heures se divise selon trois types de séance qui sont respectivement les séances publiques, les séances de travail et les séances à huis clos. La majorité des séances qui sont tenues par les commissions sont des séances publiques.

La CAP compte toujours plus de séances de travail puisque pour chaque audition publique qu'elle réalise, elle tient une séance de travail de préparation et de conclusion. De plus, depuis quelques années, certaines de ses responsabilités, comme la vérification des engagements financiers, sont exécutées en séance de travail.

**Tableau 4 Nombre de séances, par commission**

Commissions	Types de séances			Total	%
	Publiques	Travail	Huis clos		
<b>CAP</b>	17	37	-	54	11,3
<b>CAPER</b>	22	4	-	26	5,4
<b>CAT</b>	31	1	-	32	6,7
<b>CCE</b>	51	5	-	56	11,7
<b>CET</b>	14	8	-	22	4,6
<b>CFP</b>	53	15	-	68	14,2
<b>CI</b>	102	8	-	110	23,0
<b>CRC</b>	1	3	-	4	0,8
<b>CSSS</b>	71	23	-	94	19,7
<b>CTE</b>	7	3	2	12	2,5
<b>Total</b>	<b>369</b>	<b>107</b>	<b>2</b>	<b>478</b>	<b>100,0</b>
<b>%</b>	<b>77,2</b>	<b>22,4</b>	<b>0,4</b>	<b>100,0</b>	

**Tableau 5 Durée des séances, par commission (en heures)**

Commissions	Types de séances			Total	%
	Publiques	Travail	Huis clos		
<b>CAP</b>	46,7	26,3	-	73,0	5,4
<b>CAPERN</b>	88,6	5,7	-	94,2	7,0
<b>CAT</b>	85,2	1,5	-	86,7	6,4
<b>CCE</b>	171,9	5,3	-	177,2	13,1
<b>CET</b>	42,1	4,5	-	46,6	3,4
<b>CFP</b>	185,6	13,8	-	199,4	14,7
<b>CI</b>	340,5	3,4	-	343,9	25,4
<b>CRC</b>	2,9	1,7	-	4,6	0,3
<b>CSSS</b>	289,1	18,4	-	307,5	22,7
<b>CTE</b>	14,5	2,1	2,1	18,7	1,4
<b>Total</b>	<b>1 267,0</b>	<b>82,7</b>	<b>2,1</b>	<b>1 351,8</b>	<b>100,0</b>
<b>%</b>	<b>93,7</b>	<b>6,1</b>	<b>0,2</b>	<b>100,0</b>	



**Rapport statistique sur les travaux des  
commissions parlementaires pour  
l'année financière 2013-2014**

**Direction des travaux parlementaires**

**Les activités des  
commissions**



Pour les besoins de la présente section, 13 types d'activité pouvant être effectués par les commissions ont été dénombrés et regroupés selon les trois catégories de mandat suivant :

#### **MANDATS DE L'ASSEMBLÉE**

- Projets de loi publics
- Projets de loi d'intérêt privé
- Crédits budgétaires
- Interpellations
- Autres mandats de l'Assemblée

#### **MANDATS PRÉVUS PAR LE RÈGLEMENT OU PAR UNE LOI**

- Législation déléguée
- Surveillance des organismes publics et reddition de comptes
- Engagements financiers
- Imputabilité
- Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi

#### **MANDATS D'INITIATIVE**

- Étude de tout sujet d'intérêt public
- Étude de pétitions
- Organisation générale

Tout comme lors des années antérieures, les mandats de l'Assemblée occupent majoritairement les commissions avec plus de 72,8 % des séances. Parmi ces mandats, les consultations et l'étude détaillée des projets de loi publics occupent 52,9 % de toutes les séances des commissions.

Il est aussi important de noter que l'absence d'étude de crédits en 2013-2014 a pour effet d'augmenter la proportion de projets de loi sur les autres mandats. C'est donc 200 heures d'étude de crédits qui sont absentes du tableau pour cette année.

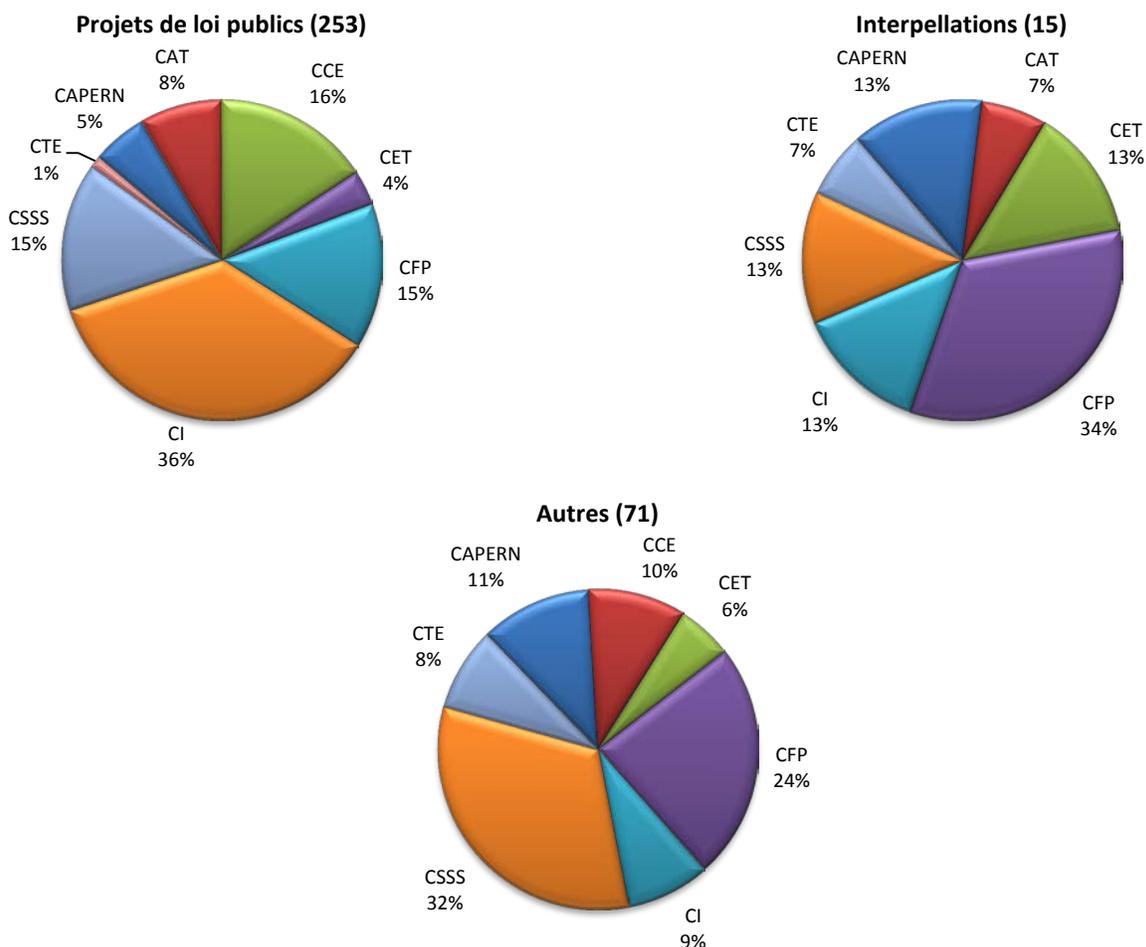
**Tableau 6 Nombre de séances et durée, par type d'activité**

Activités	Séances	%	Heures	%
<b>Mandats de l'Assemblée</b>				
Projets de loi publics	253	52,9	852,7	63,1
Projets de loi d'intérêt privé	9	1,9	7,4	0,5
Crédits budgétaires	-	-	-	-
Interpellations	15	3,1	29,3	2,2
Autres mandats de l'Assemblée	71	14,9	247,6	18,3
<b>Mandats prévus par le Règlement ou par une loi</b>				
Législation déléguée	-	-	-	-
Surveillance d'organisme et reddition de comptes	3	0,6	4,0	0,3
Engagements financiers*	-	-	-	-
Imputabilité	45	9,4	64,4	4,8
Autres mandats prévus par le Règlement ou par une loi	30	6,3	57,2	4,2
<b>Mandats d'initiative</b>				
Étude de toute matière d'intérêt public	19	4,0	46,8	3,5
Étude de pétitions	11	2,3	24,3	1,8
Organisation générale	22	4,6	18,1	1,3
<b>Total</b>	<b>478</b>	<b>100,0</b>	<b>1 351,8</b>	<b>100,0</b>

\* L'étude des engagements financiers a lieu dans le cadre de séances de travail et les statistiques relatives à ce type de mandat sont donc comptabilisées sous la catégorie « Organisation générale ».

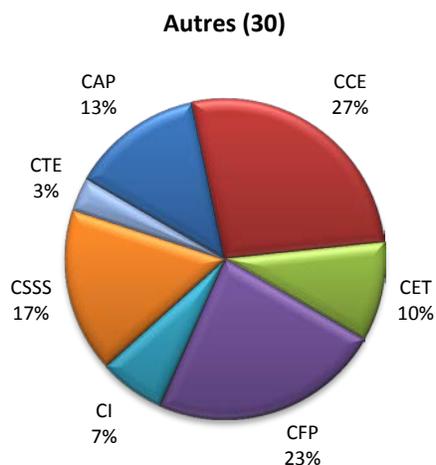
Les figures qui suivent présentent la répartition en pourcentage des mandats entre les commissions, en séances et en heures selon les types d'activité qui leur sont rattachés. L'annexe II contient un tableau qui reprend les figures en quantifiant le nombre de séances et d'heures.

**Figure 1 Répartition des séances pour les mandats de l'Assemblée**



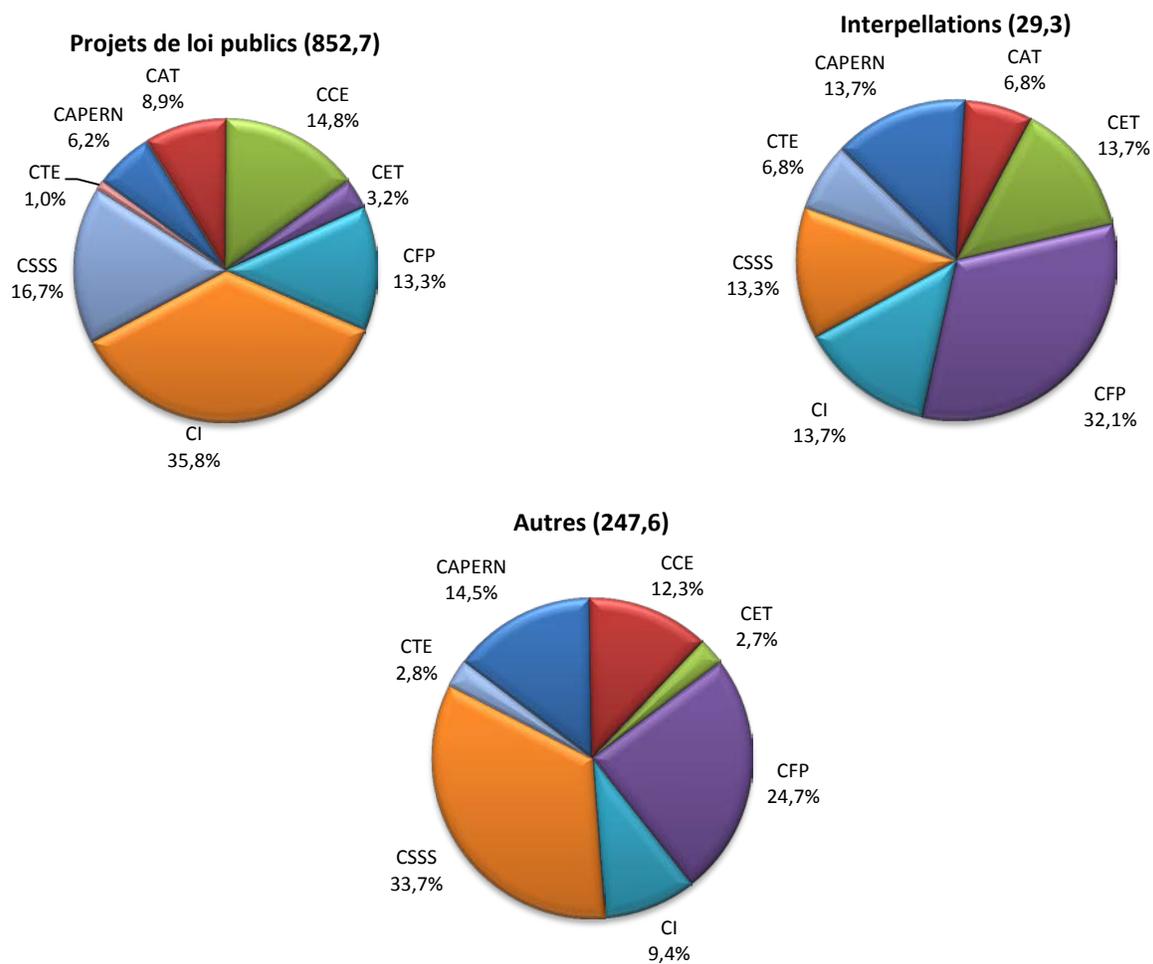
Les séances des « autres » mandats de l'Assemblée, de la figure 1 et de la figure 3 (page 21), représentent notamment des mandats tels que le livre blanc sur la création d'une assurance autonomie intitulé L'autonomie pour tous (CSSS), sur le Rapport « Innover pour pérenniser le système de retraite » (Rapport D'Amours) (CFP), sur l'acceptabilité du projet proposé par Enbridge Pipelines de renversement vers l'est du flux de l'oléoduc 9B (CAPERN) et sur le Rapport de la Commission d'accès à l'information « Technologies et vie privée à l'heure des choix de société » (CI).

**Figure 2 Répartition des séances pour les mandats prévus au Règlement ou par une loi**

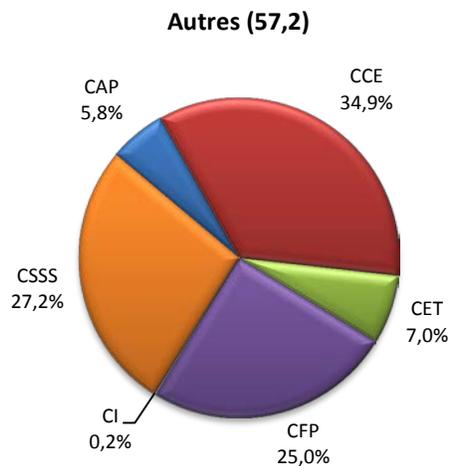


Les séances des « autres » mandats prévus au Règlement ou par une loi, de la figure 2 et de la figure 4 (page 21), représentent notamment des mandats tels que les études trimestrielles de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques (CFP), l'étude du rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur le tabac (CSSS) et l'audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire en application de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (CCE).

**Figure 3 Répartition des heures pour les mandats de l'Assemblée**

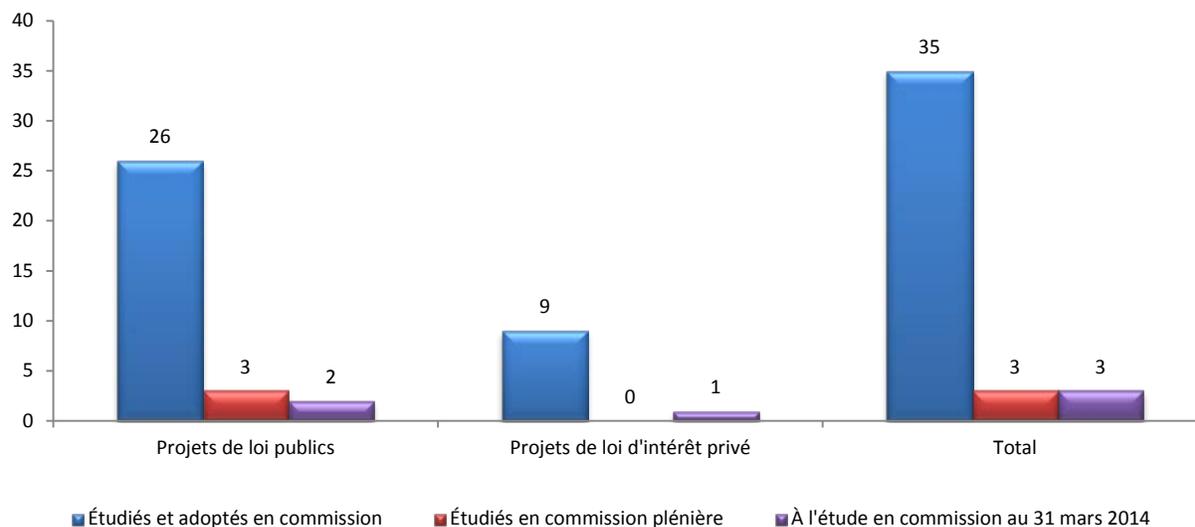


**Figure 4 Répartition des heures pour les mandats prévus au Règlement ou par une loi**



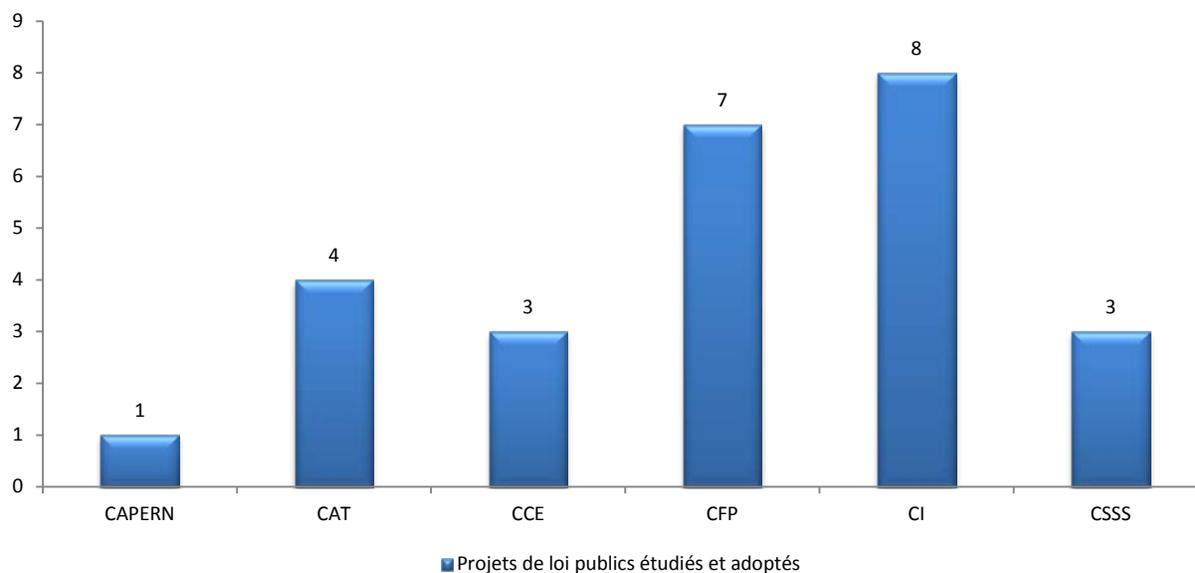
Qu'ils soient publics ou privés, les projets de loi présentés à l'Assemblée sont majoritairement étudiés en commission, mais ils peuvent également être étudiés à l'Assemblée en commission plénière, être retirés ou non reconduits ou encore être à l'étude en commission au moment où l'année financière prend fin.

**Figure 5 Traitement des projets de loi présentés à l'Assemblée**



La figure 6 présente les projets de loi étudiés et adoptés en commission au cours de l'année 2013-2014.

**Figure 6 Projets de loi publics adoptés en commission**



En 2013-2014, seule la CAT a étudié des projets de loi d'intérêt privé. Les neuf projets de loi d'intérêt privé étudiés ont été adoptés.

Les parlementaires scrutent les projets de loi article par article. Lorsqu'ils souhaitent les modifier, ils doivent proposer des amendements. À cet effet, le tableau suivant illustre bien le travail qui est accompli en montrant que 2 393 articles ont été étudiés et que plus de 80 % des amendements proposés ont été adoptés.

**Tableau 7 Nombre d'articles et d'amendements étudiés en commission**

	Articles	Amendements	
		Proposés	Adoptés
<b>Projets de loi publics</b>	2 361	1 015	820
<b>Projets de loi d'intérêt privé</b>	32	8	7
<b>Total</b>	<b>2 393</b>	<b>1 023</b>	<b>827</b>

Les articles et les amendements étudiés à l'Assemblée, en commission plénière, sont exclus de ce tableau.

Les projets de loi publics occupent les commissions bien davantage que les projets de loi d'intérêt privé. Le prochain tableau en peint un portrait significatif en termes de séances et d'heures.

**Tableau 8 Nombre de séances et d'heures consacrées à l'étude des projets de loi publics et d'intérêt privé, par commission**

Commissions <sup>1</sup>	Séances		Heures	
	Projets de loi publics	Projets de loi d'intérêt privé	Projets de loi publics	Projets de loi d'intérêt privé
<b>CAPER</b>	14	-	53,2	-
<b>CAT</b>	21	9	75,8	7,4
<b>CCE</b>	40	-	126,3	-
<b>CET</b>	9	-	27,7	-
<b>CFP</b>	37	-	113,1	-
<b>CI</b>	91	-	305,0	-
<b>CRC</b>	-	-	-	-
<b>CSSS</b>	38	-	142,8	-
<b>CTE</b>	3	-	8,8	-
<b>Total</b>	<b>253</b>	<b>9</b>	<b>852,7</b>	<b>7,4</b>

<sup>1</sup> La CAP, n'ayant pas pour fonction d'étudier les projets de loi, est exclue de ce tableau.

Puisqu'ils occupent une importante part des travaux des commissions, il importe de s'intéresser plus spécifiquement aux projets de loi publics. Le prochain tableau chiffre le nombre de séances et d'heures réalisées dans le cadre de l'étude détaillée de ces projets de loi, en consultation générale ou en consultations particulières. La CI a été la commission qui a siégé le plus en étude détaillée.

**Tableau 9 Nombre de séances et d'heures consacrées aux projets de loi publics, selon le mode de l'étude, par commission**

Commissions <sup>1</sup>	Séances			Heures		
	Étude détaillée	Consultations particulières	Consultations générales	Étude détaillée	Consultations particulières	Consultations générales
CAPERNE	1	13	-	3,4	49,8	-
CAT	12	9	-	36,6	39,2	-
CCE	28	5	7	80,7	22,1	23,5
CET	-	9	-	-	27,7	-
CFP	29	8	-	89,6	23,5	-
CI	64	13	13	199,2	38,7	67,1
CRC	-	-	-	-	-	-
CSSS	19	19	-	69,5	73,3	-
CTE	-	3	-	-	8,8	-
<b>Total</b>	<b>153</b>	<b>79</b>	<b>20</b>	<b>479,0</b>	<b>283,1</b>	<b>90,6</b>

<sup>1</sup> La CAP, n'ayant pas pour fonction d'étudier les projets de loi, est exclue de ce tableau.



**Rapport statistique sur les travaux des  
commissions parlementaires pour  
l'année financière 2013-2014**

**Direction des travaux parlementaires**

**L'organisation  
et le  
fonctionnement**



## LES RÉUNIONS DES COMITÉS DIRECTEURS

Chacune des commissions dispose habituellement d'un comité directeur. Le comité directeur est composé du président, du vice-président et du secrétaire. Ce comité est chargé d'organiser les mandats de la commission et de prendre les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux entre les séances.

**Tableau 10 Nombre de réunions des comités directeurs, par commission**

Commissions	Réunions	Heures
CAP	1	0,5
CAPERN	2	2,8
CAT	-	-
CCE	3	0,8
CET	1	0,6
CFP	2	1,3
CI	5	1,1
CRC	2	1,0
CSSS	8	4,6
CTE	1	0,1
<b>Total</b>	<b>25</b>	<b>12,6</b>

## LES CONSULTATIONS

Les consultations sur invitation (consultations particulières) ou celles qui font suite à un avis publié dans les principaux quotidiens (consultation générale) sont des moyens privilégiés pour les personnes et les organismes de faire connaître publiquement leur opinion, permettant ainsi aux membres des commissions d'être mieux informés sur les sujets à l'étude. Il faut préciser que les consultations peuvent aussi être accompagnées de consultations en ligne diffusées sur le site Internet de l'Assemblée.

**Tableau 11 Nombre de mandats de consultations, par commission**

Commissions <sup>1</sup>	Consultations		Total	%
	Particulières	Générales		
CAPERN	3	-	3	6,5
CAT	3	-	3	6,5
CCE	5	1	6	13,0
CET	4	-	4	8,7
CFP	7	-	7	15,2
CI	8	2	10	21,7
CRC	1	-	1	2,2
CSSS	10	-	10	21,7
CTE	2	-	2	4,3
<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>3</b>	<b>46</b>	<b>100,0</b>
<b>%</b>	<b>93,5</b>	<b>6,5</b>	<b>100,0</b>	

<sup>1</sup> La CAP est exclue de ce tableau, car elle n'effectue pas de consultations du même type que celles des commissions sectorielles.

**Tableau 12 Nombre d'auditions tenues, de mémoires déposés et de demandes d'intervention sans mémoire, par commission**

Commissions <sup>1</sup>	Consultations particulières		Consultations générales		
	Auditions tenues	Mémoires déposés	Auditions tenues	Mémoires déposés	Demandes d'intervention
CAPERN	90	114	-	-	-
CAT	42	57	-	-	-
CCE	70	59	29	*	*
CET	43	37	-	-	-
CFP	74	89	-	-	-
CI	48	88	91	295	25
CRC	1	-	-	-	-
CSSS	215	252	-	-	-
CTE	17	19	-	-	-
<b>Total</b>	<b>600</b>	<b>715</b>	<b>120</b>	<b>295</b>	<b>25</b>

<sup>1</sup> La CAP est exclue de ce tableau, car elle n'effectue pas de consultations du même type que celles des commissions sectorielles.

\* Compilés en 2012-2013.

Les séances et les heures consacrées aux consultations particulières outrepassent celles tenues dans le cadre des consultations générales. Le tableau suivant en fait l'illustration.

**Tableau 13 Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par commission**

Commissions <sup>1</sup>	Séances		Total	Heures		Total
	Consultations particulières	Consultations générales		Consultations particulières	Consultations générales	
CAPERNE	19	-	19	81,2	-	81,2
CAT	9	-	9	39,2	-	39,2
CCE	15	7	22	67,6	23,5	91,2
CET	12	-	12	38,1	-	38,1
CFP	17	-	17	75,8	-	75,8
CI	17	17	34	49,6	87,6	137,2
CRC	1	-	1	2,9	-	2,9
CSSS	50	-	50	215,7	-	215,7
CTE	5	-	5	12,4	-	12,4
<b>Total</b>	<b>145</b>	<b>24</b>	<b>169</b>	<b>582,6</b>	<b>111,2</b>	<b>693,7</b>

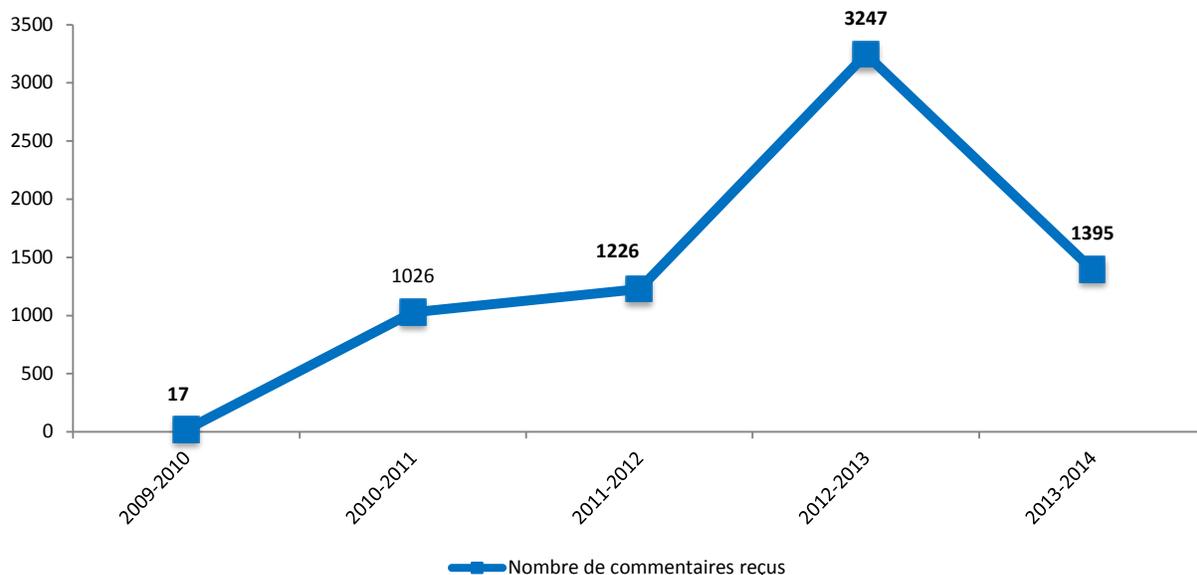
<sup>1</sup> La CAP est exclue de ce tableau, car elle n'effectue pas de consultations du même type que celles des commissions sectorielles.

#### LA CYBERDÉMOCRATIE

Thème central de la dernière réforme parlementaire de 2009, la cyberdémocratie s'intègre de plus en plus aux travaux des commissions parlementaires. Celle-ci permet de rapprocher l'Assemblée des citoyens et de faciliter leur participation aux affaires publiques. À cet égard, la CSSS a réalisé une consultation en ligne dans le cadre d'un mandat d'initiative sur les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée et 160 personnes ont répondu au questionnaire en ligne.

Le public est par ailleurs invité à commenter les mandats des commissions. En 2012-2013, plus de 3 247 commentaires en ligne ont été reçus (voir figure 7). Ce sommet s'explique en partie par le projet de loi n° 78, *Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent*, où plus de 2 330 commentaires ont été reçus. En 2013-2014, 1 395 commentaires ont été reçus sur 91 mandats différents. Ce nombre était de 95 l'an dernier et de 57 en 2011-2012.

**Figure 7 Commentaires en ligne**



Lorsqu'une commission est saisie d'une affaire, elle en fait l'examen puis elle produit un rapport dans lequel elle a la possibilité de formuler des recommandations. Une recommandation invite, la plupart du temps, le gouvernement, un ministère ou un organisme public à prendre les mesures nécessaires pour corriger une situation. Outre les rapports contenant des recommandations, les commissions peuvent également déposer des rapports ne formulant que des observations ou des conclusions. Au cours de l'année 2013-2014, les commissions parlementaires ont produit 19 rapports comportant des recommandations, observations ou conclusions qui ont été déposés à l'Assemblée nationale (voir tableau 14). En 2012-2013, quatre rapports ont été produits pour 20 recommandations et en 2011-2012, 15 rapports pour 80 recommandations.

**Tableau 14 Rapports formulant des recommandations, observations ou conclusions**

Commissions	Rapports	Nombre de recommandations
<b>Mandat de l'Assemblée</b>		
CAPERN	Étude de l'acceptabilité pour le Québec du projet proposé par Enbridge Pipelines inc. sur le renversement vers l'est du flux de l'oléoduc 9B situé entre North Westover et Montréal décrit notamment dans le document intitulé <i>Inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge</i>	18
CET	Utilisation inappropriée de fonds publics par Tourisme Montréal	5
CCE	Consultations particulières et auditions publiques sur le document intitulé « Document de consultation sur la réglementation du prix de vente au public des livres neufs imprimés et numériques »	0
CFP	Audition du Vérificateur général du Québec concernant sa volonté de mettre en œuvre le mandat confié par l'Assemblée nationale, le 24 septembre 2013, à la suite de l'adoption d'une motion l'enjoignant à analyser la mise à jour économique que présentera le ministre des Finances et de l'Économie relativement à l'année 2013-2014	1
CFP	Audition du président-directeur général et du président du conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ sur les mesures d'amélioration de sa gouvernance, plus particulièrement les changements apportés en 2009, ainsi que de l'Autorité des marchés financiers	2
CFP	Consultations particulières et auditions publiques sur le rapport intitulé <i>Innovier pour pérenniser le système de retraite (Rapport D'Amours)</i>	4
CI	Audition du ministre de la Justice concernant les commentaires de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse rendus publics le 17 octobre 2013 sur les orientations gouvernementales au sujet du projet de charte des valeurs québécoises ainsi que sur le caractère inconstitutionnel du projet gouvernemental	2
CSSS	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de règles abrogeant la disposition qui prohibe la vente, le service et la consommation de boissons alcooliques à l'intérieur des aires de jeux	1
CSSS	Consultations particulières et auditions publiques sur la gestion du Centre hospitalier de l'Université de Montréal par l'actuel directeur général	5
<b>Mandat conféré par une loi</b>		
CSSS	Consultations particulières et auditions publiques sur le mandat conféré par l'article 77 de la Loi sur le tabac concernant l'examen du rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur le tabac 2005-2010	3
CSSS	Étude des rapports de gestion des agences de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie et Centre-du-Québec, de Chaudière-Appalaches, de l'Estrie et de l'Outaouais pour les années 2007-2008 à 2011-2012 et de la Capitale-Nationale pour les années 2009-2010- à 2011-2012	5

### Surveillance d'organisme et reddition de comptes

CCE	Étude du plan stratégique 2012-2016 et examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)	2
-----	--	---

### Mandat en vertu de l'article 117.6 du Règlement (imputabilité)

CAP	Vingt-neuvième rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics	28
CAP	Trentième rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics	35

### Étude de pétitions

CET	Étude de pétitions concernant l'augmentation des prestations d'aide sociale versée aux personnes handicapées	2
CSSS	Étude de la pétition concernant une loi autorisant une personne handicapée d'être toujours accompagnée de son chien d'assistance	1
CSSS	Étude de la pétition portant sur la fluoruration de l'eau potable	5

### Mandat prévu au Règlement

CFP	Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques	2
-----	---	---

### Mandat d'initiative

CI	Étude du rapport « Propositions de modifications à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme » du Commissaire au lobbyisme	2
----	--	---

<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>124</b>
--------------	-----------	------------



**Rapport statistique sur les travaux des  
commissions parlementaires pour  
l'année financière 2013-2014**

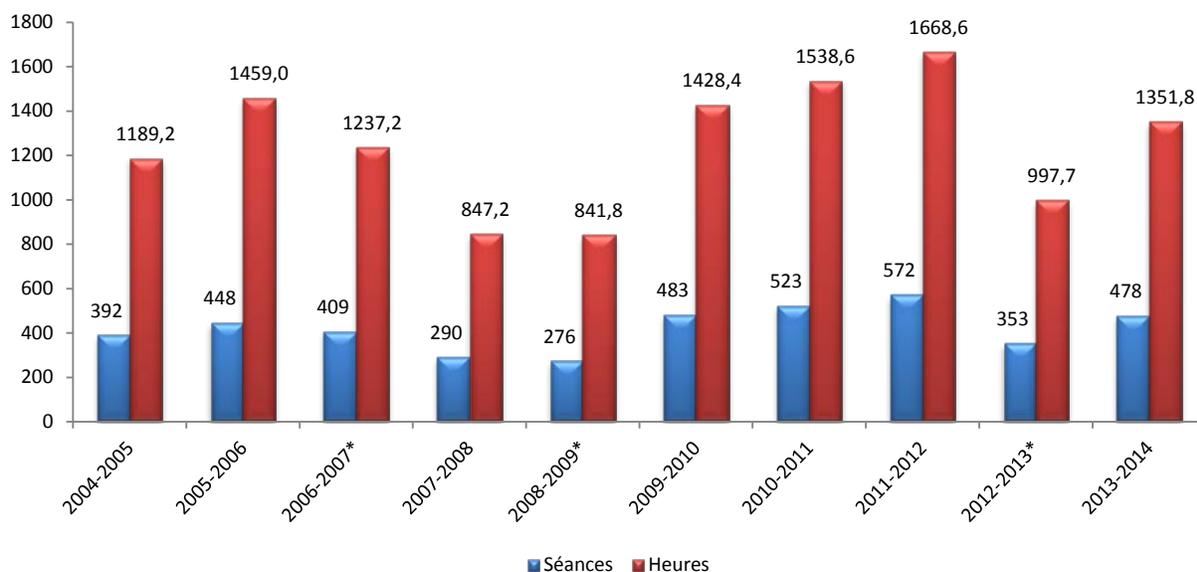
**Direction des travaux parlementaires**

**Perspective  
historique**

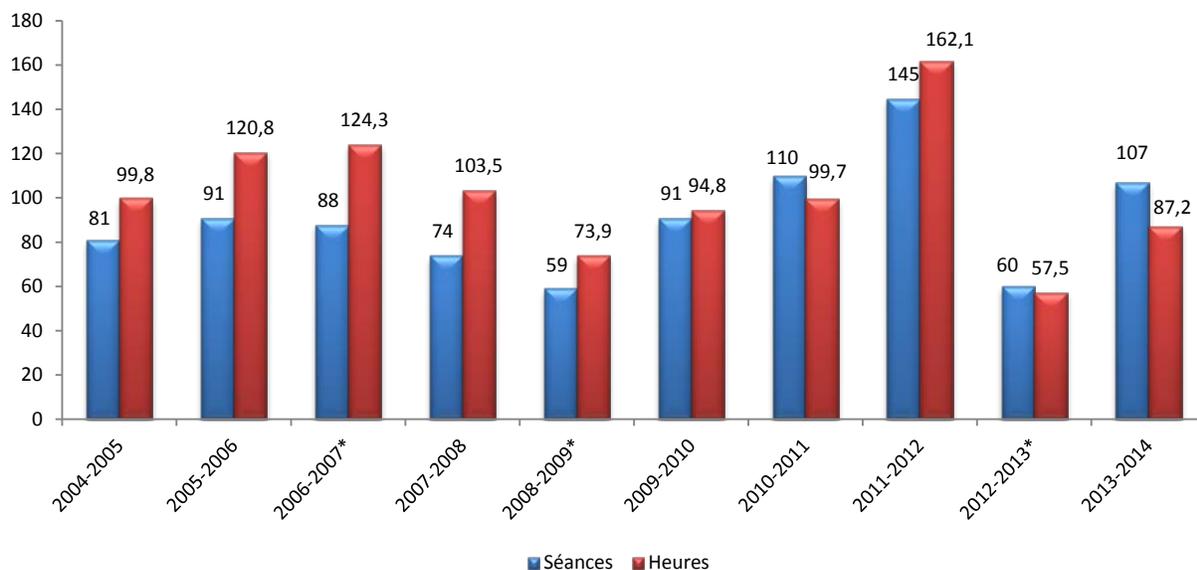


Cette partie du rapport présente l'évolution des activités des commissions sur une période de 10 ans. Dans l'ensemble, il est difficile de dégager des conclusions de ces figures. Néanmoins, dans chacune des figures, il y a une baisse des activités des commissions durant la période du gouvernement minoritaire de 2007 à 2009. Le niveau record d'activité des commissions de l'année 2011-2012 est en partie attribuable à la consultation générale et aux séances de travail de la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité.

**Figure 8** Nombre de séances et d'heures effectuées en commission, par année

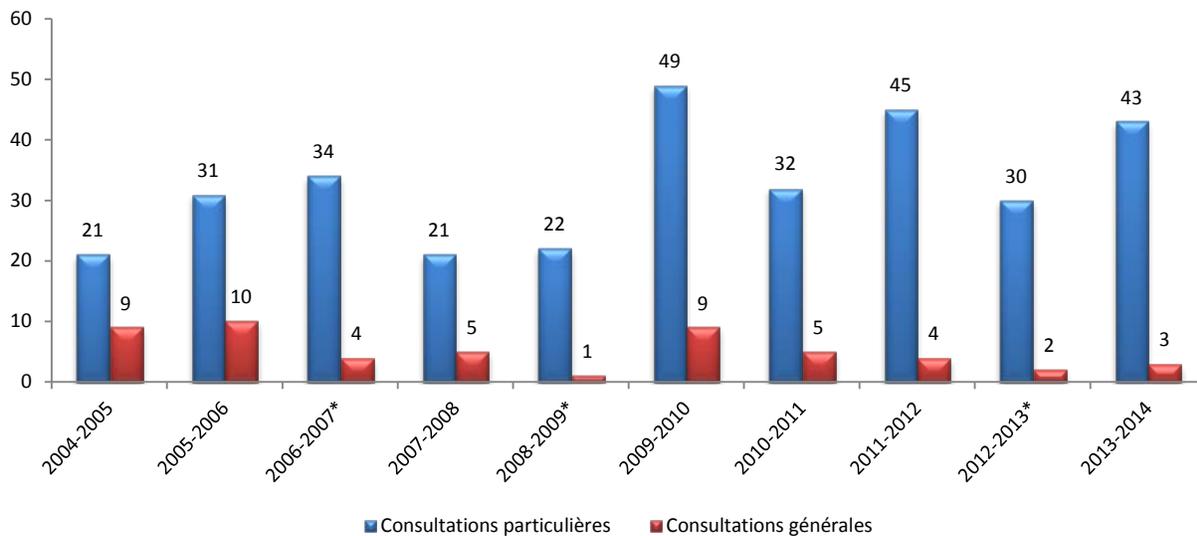


**Figure 9** Nombre de séances et d'heures consacrées aux séances de travail, par année

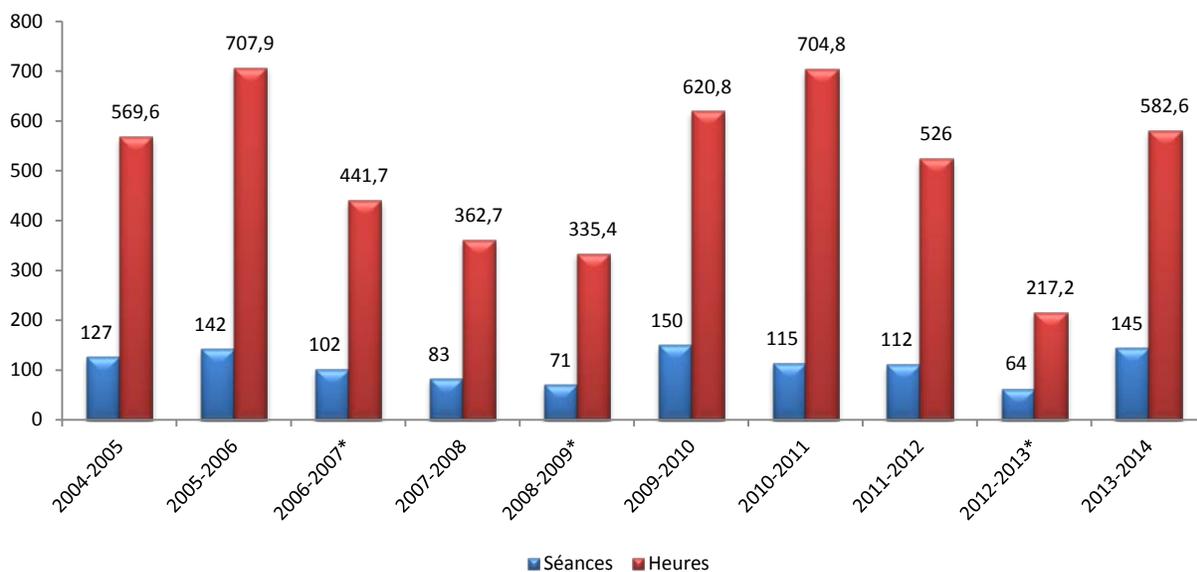


\* Années d'élections générales

**Figure 10** Nombre de consultations particulières et générales, par année

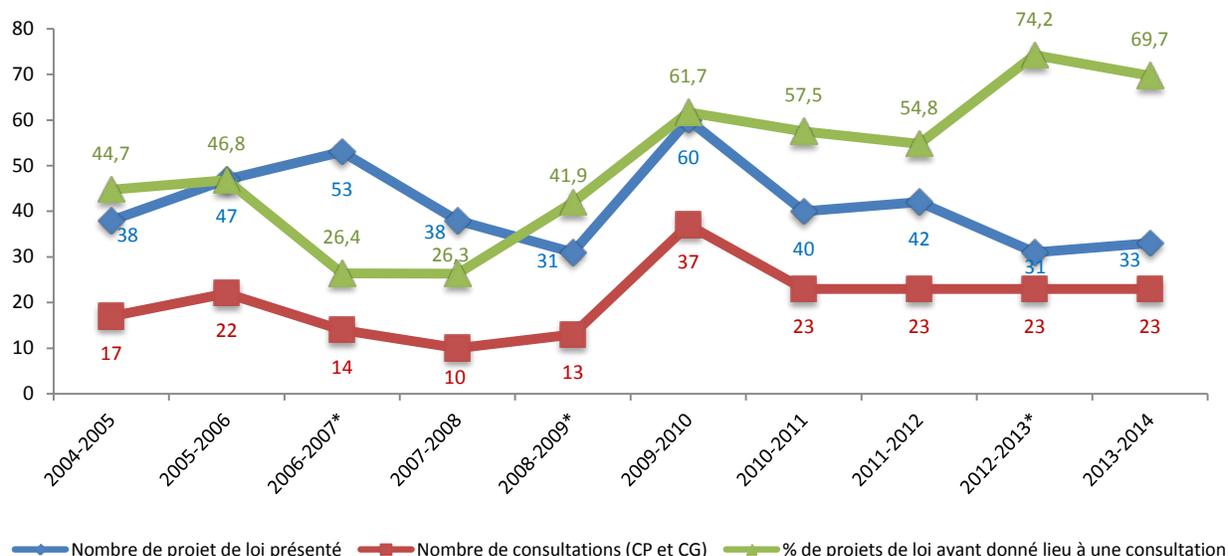


**Figure 11** Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année



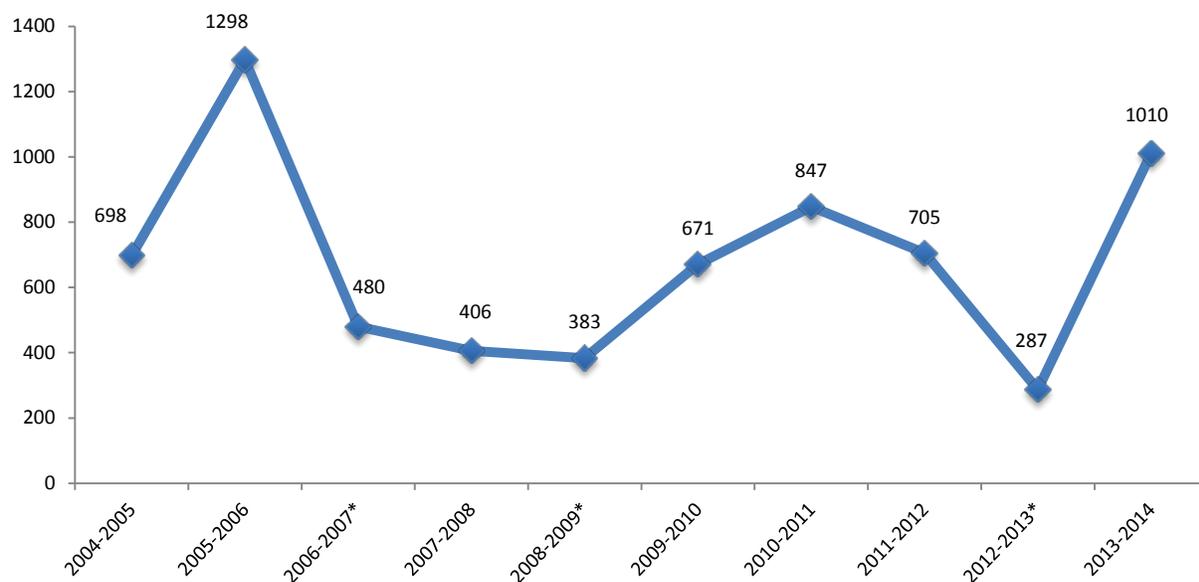
\* Années d'élections générales

**Figure 12** Nombre de consultations reliées à un projet de loi public, par année



Dans la figure 13, le premier sommet de 2005-2006 s'explique par la *Commission spéciale sur la Loi électorale*. En 2013-2014, plus de 1 010 mémoires ont été déposés, ce qui représente une hausse marquée par rapport à la moyenne des 10 dernières années, qui est de 679 mémoires. Notons que cette hausse s'explique en partie par la tenue d'une consultation générale sur le projet de loi n° 60, *Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement*, où 269 mémoires ont été déposés.

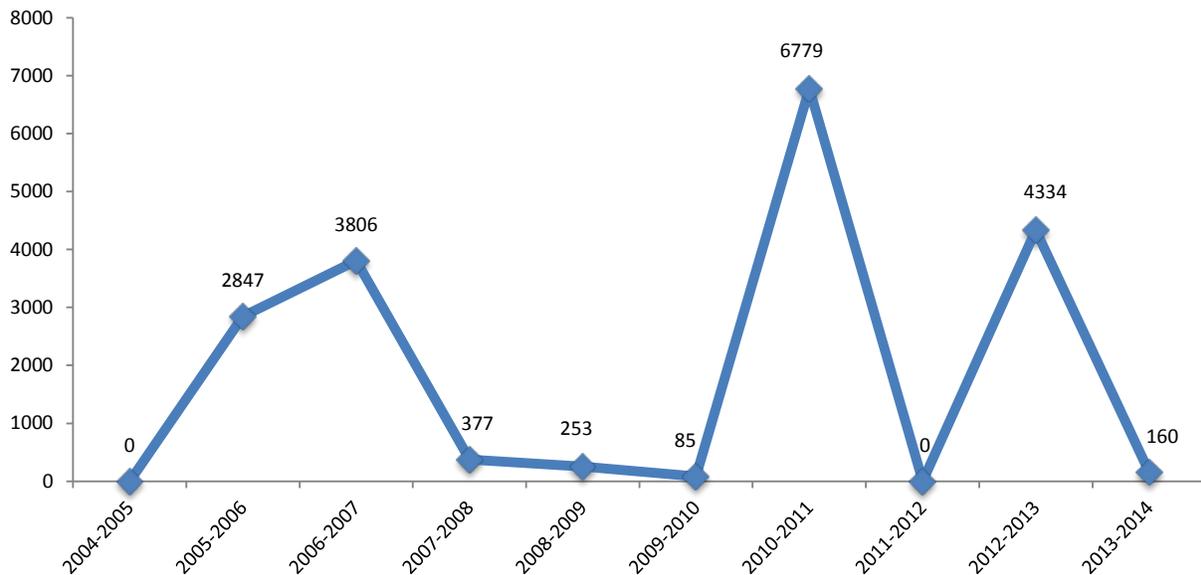
**Figure 13** Nombre de mémoires, par année



\* Années d'élections générales

La prochaine figure illustre le nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne. Fait à noter, à chacune des quatre années cumulant le plus de réponses, une consultation générale a été tenue, expliquant ainsi la hausse marquée. En 2005-2006, il s'agissait de la Commission spéciale sur la Loi électorale (1 921 réponses); en 2006-2007, la consultation générale sur *Garantir l'accès : un défi d'équité, d'efficacité et de qualité* (3 572 réponses); en 2010-2011, la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité (6 779 réponses) et en 2012-2013, la consultation générale sur le projet de loi n° 14, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (4 334 réponses).

**Figure 14** Nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne





**Rapport statistique sur les travaux des  
commissions parlementaires pour  
l'année financière 2013-2014**

**Direction des travaux parlementaires**

**Lexique**



## **COMITÉ DIRECTEUR**

Le comité directeur est composé du président, du vice-président ainsi que du secrétaire de commission. Ce comité voit à l'administration de la commission et prend les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux de la commission entre les séances.

## **CONSULTATION GÉNÉRALE**

Une consultation générale s'adresse à l'ensemble de la population. Elle est obligatoirement précédée d'un avis public dans les principaux quotidiens et dans la Gazette officielle du Québec afin d'inviter les personnes et les organismes intéressés par le sujet étudié à soumettre un mémoire à la Commission. Les citoyens peuvent aussi adresser une demande d'intervention sans transmettre de mémoire. Par la suite, la Commission tient des auditions publiques, et une période d'au plus 45 minutes est prévue pour l'ensemble des interventions sans mémoire.

## **CONSULTATIONS PARTICULIÈRES**

Les consultations particulières se limitent aux personnes ou aux organismes choisis par la Commission ou par l'Assemblée nationale en raison de leur connaissance de la question étudiée ou de leur expertise en la matière.

## **CRÉDITS BUDGÉTAIRES**

Les crédits budgétaires correspondent aux sommes d'argent attribuées à chaque ministère ou organisme du gouvernement pour son fonctionnement annuel. Dans l'exercice de son pouvoir de contrôle des dépenses du gouvernement, l'Assemblée délègue aux commissions l'étude de ces crédits budgétaires. L'étude des crédits budgétaires en commission parlementaire débute au plus tôt 15 jours après le dépôt des crédits à l'Assemblée. Ainsi, au cours de cette étude, la commission examine les divers éléments des programmes pour lesquels des crédits doivent être votés. Le ministre, accompagné de ses principaux fonctionnaires, répond alors des demandes de crédits de son ministère et des organismes publics qui sont sous sa responsabilité.

## **ÉTUDE DÉTAILLÉE DE PROJETS DE LOI**

Le plus grand nombre de mandats confiés aux commissions par l'Assemblée est l'étude des projets de loi. Ainsi, les commissions étudient chaque année près d'une centaine de projets de loi. Tous les députés peuvent présenter un projet de loi, mais seuls les ministres peuvent présenter un projet de loi ayant des incidences financières. Les projets de loi se divisent en deux groupes : les projets de loi publics et les projets de loi d'intérêt privé.

## **INTERPELLATIONS**

L'interpellation est un débat tenu entre un député de l'opposition et un ministre sur une question d'actualité ou d'intérêt général. Faisant suite à un avis publié au feuilleton de l'Assemblée, l'interpellation a lieu le vendredi, de 10 heures à midi, à la salle de l'Assemblée nationale pendant les semaines où l'Assemblée siège. Il n'y a cependant pas d'interpellation en période de travaux intensifs.

## **PROJETS DE LOI PUBLICS**

Les projets de loi publics sont d'application générale, en ce sens qu'ils s'appliquent à l'ensemble de la collectivité ou à une très grande partie de celle-ci. Au cours de l'étude détaillée de projets de loi publics, la commission prend en considération chaque article du projet de loi, en y apportant les amendements qu'elle juge nécessaires et qui ne vont pas à l'encontre du principe du projet de loi. Avant d'entreprendre l'étude détaillée d'un projet de loi, la commission peut, à l'occasion, décider de tenir des consultations particulières. Lorsque la commission a terminé l'étude détaillée d'un projet de loi, elle dépose, par l'entremise de son président, son rapport à l'Assemblée, où se poursuivent les autres étapes menant à l'adoption du projet de loi.

## **PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ**

À la différence d'un projet de loi public, un projet de loi d'intérêt privé concerne des intérêts particuliers ou locaux et il vise à obtenir pour un individu, une corporation ou une municipalité des droits ou des privilèges exclusifs ou qui lui sont propres. En général, l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé s'amorce par une audition publique. Les requérants et toutes les personnes qui ont demandé d'intervenir sur le projet de loi sont alors convoqués par la commission. L'audition et l'étude détaillée ont lieu, la plupart du temps, au cours de la même séance. Lorsque l'audition du requérant et des autres personnes intéressées prend fin, commence alors l'étude détaillée qui se déroule comme celle d'un projet de loi public. Toutefois, les requérants peuvent y participer. Le rapport de la commission est ensuite déposé à l'Assemblée.

## **SÉANCES PUBLIQUES**

La séance publique constitue la règle générale, mais les commissions peuvent également se réunir en séance de travail ou à huis clos. Les séances publiques sont ouvertes à la population et les membres de la Tribune de la presse y sont admis. Les délibérations de ces séances sont retranscrites intégralement au Journal des débats, qui peut être consulté, depuis 1989, dans le site Internet de l'Assemblée nationale.

## **SÉANCES DE TRAVAIL**

La séance de travail est principalement réservée à l'organisation des travaux et à l'information des membres des commissions. Elle est dite privée, c'est-à-dire que seuls les membres et le personnel de la commission peuvent y assister. Ce type de séance représente donc une instance plus souple pour la commission, qui peut aussi déléguer à son comité directeur la planification et l'organisation des travaux.

## **SÉANCES À HUIS CLOS**

La séance à huis clos est rare et, contrairement aux autres types de séance, nul ne peut en rapporter les délibérations sans le consentement unanime de la commission et des témoins, s'il en est.

## **TRAVAUX EN PÉRIODE ET HORS PÉRIODE**

Les commissions siègent la plupart du temps pendant la période des travaux de l'Assemblée, à l'exception toutefois des semaines de travail en circonscription. Les commissions peuvent également siéger à des moments où l'Assemblée ne tient pas séance, autrement dit où il n'y a pas de travaux prévus au calendrier. Dans ce cas, il est considéré que les commissions siègent hors période de travaux parlementaires. Les commissions peuvent se réunir du lundi au vendredi, que ce soit pendant la période de travaux ou non. Fait à noter, lorsque l'Assemblée siège, les commissions ne peuvent pas se réunir lors de la période des affaires courantes.





**Rapport statistique sur les travaux des  
commissions parlementaires pour  
l'année financière 2013-2014**

**Direction des travaux parlementaires**

**Annexe I**

**La dénomination  
et les  
compétences  
des commissions**



Le Règlement de l'Assemblée nationale prévoit la dénomination et les champs de compétence des commissions parlementaires de la manière suivante :

Article 116 :

La Commission de l'Assemblée nationale :

- 1° établit le règlement de l'Assemblée et ses règles de fonctionnement ainsi que celles des commissions, et les soumet à l'approbation de l'Assemblée;
- 2° coordonne les travaux des autres commissions, notamment en déterminant devant quelle commission répond un ministère ou organisme et en précisant, au besoin, la compétence de chaque commission;
- 3° autorise les commissions à se déplacer ou à siéger à l'extérieur des édifices de l'Assemblée nationale;
- 3.1° entend, au besoin, les personnes dont la loi requiert qu'elles soient nommées par l'Assemblée et lui fait rapport sans formuler d'observations, conclusions ou recommandations;
- 4° s'occupe de toute matière qui n'a pas été spécialement confiée à une autre commission.

Article 117.6 :

La Commission de l'administration publique :

- 1° vérifie les engagements financiers;
- 2° entend, chaque année, le Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion;
- 3° entend, en vertu de la Loi sur l'administration publique, les ministres, si ceux-ci le jugent opportun, et, selon le cas, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative lorsque celle-ci est signalée dans un rapport du Vérificateur général ou du Protecteur du citoyen;

- 3.1° entend, en vertu de la Loi sur l'administration publique, au moins une fois tous les quatre ans, les ministres, si ceux-ci le jugent opportun, et, selon le cas, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative;
- 3.2° étudie le rapport annuel sur l'application de la Loi sur l'administration publique; et
- 4° étudie toute matière qui lui est confiée par l'Assemblée.

Article 118 :

- 1° Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles :  
  
Agriculture, pêcheries, alimentation, énergie, ressources naturelles;
- 2° Commission de l'aménagement du territoire :  
  
Aménagement du territoire, affaires municipales, habitation, sports et loisirs, développement des collectivités locales et régionales;
- 3° Commission de la culture et de l'éducation :  
  
Culture, éducation, formation professionnelle, enseignement supérieur, communication;
- 4° Commission de l'économie et du travail :  
  
Industrie, commerce, tourisme, travail, main-d'œuvre, science, technologie, sécurité du revenu;
- 5° Commission des finances publiques :  
  
Finances, budget, administration du gouvernement, fonction publique, revenu, services, approvisionnements, régimes de rentes;
- 6° Commission des institutions :  
  
Présidence du Conseil exécutif, justice, sécurité publique, constitution, affaires autochtones, relations internationales et intergouvernementales;

7° Commission des relations avec les citoyens :

Relations avec les citoyens, communautés culturelles, immigration, condition féminine, famille, aînés, jeunesse, protection des consommateurs;

8° Commission de la santé et des services sociaux :

Santé, services sociaux et communautaires;

9° Commission des transports et de l'environnement :

Transports, environnement, faune, parcs.





**Rapport statistique sur les travaux des  
commissions parlementaires pour  
l'année financière 2013-2014**

**Direction des travaux parlementaires**

**Annexe II**

**Tableaux 15 et 16**



**Tableau 15 Séances par activité, en nombre et en pourcentage, par commission**

Commissions	Mandats de l'Assemblée					Mandats prévus au Règlement ou par une loi					Mandats d'initiative			Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Interpellations	Autres	Législation déléguée	Surveillance d'organismes	Engagements financiers	Imputabilité	Autres	Études	Pétitions	Organisation générale	
Publics	Privé													
CAP	-	-	-	-	-	-	-	45	4	-	-	5	54	
CAPERIN	14	-	-	2	8	-	-	-	-	-	-	2	26	
CAT	21	9	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	32	
CCE	40	-	-	-	7	-	-	-	8	-	-	1	56	
CET	9	-	-	2	4	-	-	-	3	-	2	2	22	
CFP	37	-	-	5	17	-	-	-	7	-	-	2	68	
CI	91	-	-	2	6	-	-	-	2	8	-	1	110	
CRC	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	1	4	
CSSS	38	-	-	2	23	-	-	-	5	11	9	6	94	
CTE	3	-	-	1	6	-	-	-	1	-	-	1	12	
<b>Total</b>	<b>253</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>71</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>45</b>	<b>30</b>	<b>19</b>	<b>11</b>	<b>22</b>	<b>478</b>
CAP	-	-	-	-	-	-	-	100,0	13,3	-	-	22,7	11,3	
CAPERIN	5,5	-	-	13,3	11,3	-	-	-	-	-	-	9,1	5,4	
CAT	8,3	100,0	-	6,7	-	-	-	-	-	-	-	4,5	6,7	
CCE	15,8	-	-	-	9,9	-	-	-	26,7	-	-	4,5	11,7	
CET	3,6	-	-	13,3	5,6	-	-	-	10,0	-	18,2	9,1	4,6	
CFP	14,6	-	-	33,3	23,9	-	-	-	23,3	-	-	9,1	14,2	
CI	36,0	-	-	13,3	8,5	-	-	-	6,7	42,1	-	4,5	23,0	
CRC	-	-	-	-	-	-	100,0	-	-	-	-	4,5	0,8	
CSSS	15,0	-	-	13,3	32,4	-	-	-	16,7	57,9	81,8	27,3	19,7	
CTE	1,2	-	-	6,7	8,5	-	-	-	3,3	-	-	4,5	2,5	
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>-</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>-</b>	<b>100,0</b>	<b>-</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	

**Tableau 16 Séances par activité, en heures et en pourcentage, par commission**

Commissions	Mandats de l'Assemblée					Mandats prévus au Règlement ou par une loi					Mandats d'initiative			Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Interpellations	Autres	Législation déléguée	Surveillance d'organismes	Engagements financiers	Imputabilité	Autres	Études	Pétitions	Organisation générale	
Publics	Privé													
CAP	-	-	-	-	-	-	-	-	64,4	3,3	-	-	5,3	73,0
CAPERIN	53,2	-	-	4,0	35,9	-	-	-	-	-	-	-	1,2	94,2
CAT	75,8	7,4	-	2,0	-	-	-	-	-	-	-	-	1,5	86,7
CCE	126,3	-	-	-	30,4	-	-	-	-	20,0	-	-	0,5	177,2
CET	27,7	-	-	4,0	6,7	-	-	-	-	4,0	-	3,5	0,8	46,6
CFP	113,1	-	-	9,4	61,1	-	-	-	-	14,3	-	-	1,5	199,4
CI	305,0	-	-	4,0	23,2	-	-	-	-	0,1	11,1	-	0,7	343,9
CRC	-	-	-	-	-	-	4,0	-	-	-	-	-	0,7	4,6
CSSS	142,8	-	-	3,9	83,5	-	-	-	-	15,6	35,7	20,9	5,1	307,5
CTE	8,8	-	-	2,0	6,9	-	-	-	-	-	-	-	0,9	18,7
<b>Total</b>	<b>852,7</b>	<b>7,4</b>	<b>-</b>	<b>29,3</b>	<b>247,6</b>	<b>-</b>	<b>4,0</b>	<b>-</b>	<b>64,4</b>	<b>57,2</b>	<b>46,8</b>	<b>24,3</b>	<b>18,1</b>	<b>1 351,8</b>
CAP	-	-	-	-	-	-	-	-	100,0	5,7	-	-	29,2	5,4
CAPERIN	6,2	-	-	13,6	14,5	-	-	-	-	-	-	-	6,4	7,0
CAT	8,9	100,0	-	6,9	-	-	-	-	-	-	-	-	8,3	6,4
CCE	14,8	-	-	-	12,3	-	-	-	-	34,9	-	-	2,8	13,1
CET	3,3	-	-	13,6	2,7	-	-	-	-	7,1	-	14,2	4,2	3,4
CFP	13,3	-	-	32,2	24,7	-	-	-	-	24,9	-	-	8,5	14,7
CI	35,8	-	-	13,5	9,4	-	-	-	-	0,1	23,6	-	3,8	25,4
CRC	-	-	-	-	-	-	100,0	-	-	-	-	-	3,7	0,3
CSSS	16,7	-	-	13,4	33,7	-	-	-	-	27,3	76,4	85,8	28,1	22,7
CTE	1,0	-	-	6,9	2,8	-	-	-	-	-	-	-	5,1	1,4
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>-</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>-</b>	<b>100,0</b>	<b>-</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>



**Rapport statistique sur les travaux des  
commissions parlementaires pour  
l'année financière 2013-2014**

**Direction des travaux parlementaires**

**Annexe III**

**Les fiches  
détaillées des  
activités des  
commissions**



## LÉGENDE

NB	Nombre de mandats.
MODE	Consultation générale (CG), consultations particulières (CP), étude détaillée (ED).
SÉANCES	Nombre de séances (N) et nombre d'heures (H) requises pour l'exécution d'un mandat. Séances publiques (P), séances de travail (T) et séances à huis clos (HC).
PROJETS DE LOI	Nombre total d'articles d'un projet de loi (AR), nombre d'amendements proposés (AP), nombre d'amendements adoptés (AA). Étude du projet de loi terminée (A) ou non terminée (O). N.B. : Le terme « amendements » inclut les sous-amendements.
PARTICIPANTS	Nombre cumulatif des membres (M), des députés remplaçants (R) et des autres députés (AD) présents pour l'ensemble des séances tenues dans le cadre d'un mandat. Nombre de ministres (MI), d'organismes invités (OI) et de personnes invitées (PI) pour l'ensemble des séances tenues dans le cadre d'un mandat.
DOCUMENTS	Nombre de mémoires (M), autres textes (T) déposés officiellement et nombre de demandes d'intervention (DI).
CONSULTATION EN LIGNE	Nombre de questionnaires en ligne (QL) et nombre de documents de réflexion (DR).
REMARQUES	Caractéristiques particulières liées au fonctionnement de la commission et date(s) de la (des) séance(s).



Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS					DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES	
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL		DR
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.3 Crédits budgétaires																						
1.4 Interpellation																						
1.5 Autres mandats																						
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.4.1 Audition portant sur les services d'hébergement (Rapport du Vérificateur général du Québec pour l'année 2012-2013, printemps 2012, Chapitre 4)	1	CP	1 (P)	3						8		1		4							10 avril 2013	
			1 (T)	1,15						8		1									10 avril 2013	
			1 (T)	0,18						8		1									10 avril 2013	
2.4.2 Audition portant sur le déficit d'entretien des infrastructures publiques (Rapport du Vérificateur général du Québec pour l'année 2012-2013, automne 2012, Chapitre 4)	1	CP	1 (P)	3						6	2	1		6							17 avril 2013	
			1 (T)	1,43						6	2	1									17 avril 2013	
			1 (T)	0,23						4	2										17 avril 2013	



Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS					DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES	
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL		DR
			N	H	N	H																
2.4.9 Audition portant sur le contrôle et la surveillance de l'assainissement des eaux usées municipales et le contrôle et la surveillance de la production d'eau potable (Rapport du Vérificateur général du Québec pour l'année 2012-2013, hiver 2013, Chapitres 5 et 6)	1	CP	1 (P)	3,15						7	1			3							2 octobre 2013	
			1 (T)	1,45						7	1										2 octobre 2013	
			1 (T)	0,25						4	1										2 octobre 2013	
2.4.10 Audition portant sur les interventions gouvernementales dans le secteur minier (Rapport du Vérificateur général du Québec pour l'année 2012-2013, hiver 2013, Chapitre 7)	1	CP	1 (P)	3,08						7	1	1		2							9 octobre 2013	
			1 (T)	1,23						7	1	2									9 octobre 2013	
			1 (T)	0,25						5	1	1									9 octobre 2013	
2.4.11 Audition portant sur la déficience intellectuelle et les troubles envahissants du développement (Rapport du Vérificateur général du Québec pour l'année 2013-2014, printemps 2013, Chapitre 2)	1	CP	1 (P)	3,12						6	1	2		6							23 octobre 2013	
			1 (T)	0,82						6	1	1									23 octobre 2013	
			1 (T)	0,27						5	1	1									23 octobre 2013	
2.4.12 Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1	CP	1 (P)	2,82						5	2			1							30 octobre 2013	
			1 (T)	0,97						5	2										30 octobre 2013	
			1 (T)	0,25						4	1										30 octobre 2013	
2.4.13 Audition portant sur la gestion administrative de la Régie de l'assurance maladie du Québec	1	CP	1 (P)	2,72						6	2			1							6 novembre 2013	
			1 (T)	0,78						5	2										6 novembre 2013	
			1 (T)	0,52						4	2										6 novembre 2013	
2.4.14 Audition portant sur les services à domicile (Rapport du Vérificateur général du Québec pour l'année 2013-2014, printemps 2013, Chapitre 4)	1	CP	1 (P)	3,05						6	1	1		6							13 novembre 2013	
			1 (T)	1,17						6	1	1									13 novembre 2013	
			1 (T)	0,27						4	1	1									13 novembre 2013	



Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 PL 43, Loi sur les mines	1	CP	4 (P)	16,60	7 (P)	26,60					64	15	3	11	44	4	65				23, 26 août, 3, 6, 9, 11, 13, 17, 18, 30 septembre et 1er octobre 2013	
1.1.2 PL 46, Loi modifiant la Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents	1	CP	2 (P)	6,62						15			2	6		5					2 et 3 octobre 2013	
	1	ED	1 (P)	3,38			5	1	1	A	10	2	1				2				22 octobre 2013	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.3 Crédits budgétaires																						
1.4 Interpellation																						
1.4.1 Le fiasco de la gouvernance péquiste en matière de ressources naturelles	1		1 (P)	2,00							4	2	1	1			2				17 mai 2013	
1.4.2 L'immobilisme du gouvernement péquiste en matière d'agriculture au Québec	1		1 (P)	1,98							3	2		1							28 novembre 2013	
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Étudier l'acceptabilité pour le Québec du projet proposé par Enbridge Pipelines inc. sur le renversement vers l'est du flux de l'oléoduc 9B situé entre	1	CP	6 (P)	31,40							45	24	9	10	35	1	44	13			26, 27, 29 novembre, 2, 3 et 4 décembre 2013	
			1 (T)	0,68							8	4		1							2 décembre 2013	

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
North Westover et Montréal décrit notamment dans le document intitulé Inversion du flux de l'oléoduc 9B d'Enbridge			1 (T)	3,82						9	3	1	1								5 décembre 2013	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.5 Autres mandats																						
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission																						
3.2 Études de pétitions																						
4.0 Organisation générale			1 (T)	0,40						7		1									21 mai 2013	
			1 (T)	0,75						10						1					13 novembre 2013	

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 PL 26, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et les référendums dans les municipalités en matière de financement	1	CP	3 (P)	12,02						21	6	1	3	10	2	12	1				9, 10 et 11 avril 2013	
	1	ED	4 (P)	8,00			13	8	5	A	36	13	1	4			3				23, 24, 25 avril et 7 mai 2013	
1.1.2 PL 27, Loi sur l'économie sociale	1	CP	4 (P)	19,45						28	4	6	4	21	1	37	1				21, 22, 23 et 28 mai 2013	
	1	ED	4 (P)	13,35			17	30	16	A	36	7	4				2				7, 12, 13 juin et 1er octobre 2013	
1.1.3 PL 42, Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et apportant certaines modifications législatives concernant le Gouvernement de la nation crie	1	CP	2 (P)	7,70						13	6	1	2	4	4	8					29 et 30 mai 2013	
	1	ED	2 (P)	10,52			98	22	20	A	14	8	2								5 et 6 juin 2013	
1.1.4 PL 64, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal	1	ED	2 (P)	4,72			13	2	2	A	8	13	3				4				27 et 28 novembre 2013	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 PL 202, Loi concernant la Ville de Terrebonne	1	CP/ED	1 (P)	1,03			3	2	2	A	8	2	1	1	1		1				11 juin 2013	

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES		
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR			
			N	H	N	H																		
1.2.2 PL 203, Loi concernant la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska	1	CP/ED	1 (P)	0,85			6			A	8	2	1	1	1									11 juin 2013
1.2.3 PL 204, Loi concernant divers règlements de la Ville de Brossard et de la Ville de Longueuil visant l'arrondissement de Brossard	1	CP/ED	1 (P)	0,33			3			A	8	2		1	1									11 juin 2013
1.2.4 PL 205, Loi concernant la Ville de Châteauguay	1	CP/ED	1 (P)	0,40			4			A	8	2	1	1	1									11 juin 2013
1.2.5 PL 206, Loi concernant la Municipalité régionale de comté des Basques	1	CP/ED	1 (P)	2,37			4	1		A	8	2		1	2			6						11 juin 2013
1.2.6 PL 208, Loi concernant la possibilité, pour les fondateurs municipaux, de se rendre caution de la Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup inc.	1	CP/ED	1 (P)	0,40			2	2	2	A	9	2		1	1									11 juin 2013
1.2.7 PL 209, Loi concernant la possibilité, pour la fondateurs municipaux, de se rendre caution de la Société d'économie Mixte de l'Est de la Couronne Sud (SÉMECS) inc.	1	CP/ED	1 (P)	0,75			2	1	1	A	8	1	2	1	1									11 juin 2013
1.2.8 PL 207, Loi concernant la Ville de Windsor	1	CP/ED	1 (P)	0,50			5	1	1	A	8			1	1									4 décembre 2013

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.2.9 PL 211, Loi concernant la Ville de Sherbrooke	1	CP/ED	1 (P)	0,78			3	1	1	A	8	1		1	1							4 décembre 2013
1.3 Crédits budgétaires																						
1.4 Interpellation																						
1.4.1 L'absence de leadership du gouvernement péquiste quant aux enjeux liés à la métropole	1		1 (P)	2,03							1	5		1								16 avril 2013
1.5 Autres mandats																						
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.5 Autres mandats																						
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission																						



Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 PL 14, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (suite)	1	CG	7 (P)	23,53						53	10	4	7	25	4	*	4	*	*			9, 10, 11, 12, 16, 17 et 18 avril 2013 * Compilés en 2012-2013
1.1.2 PL 24, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires	1	CP	1 (P)	4,52						7	1			4	4							23 avril 2013
	1	ED	1 (P)	3,28			4	9	8	A	10	1	1									28 mai 2013
1.1.3 PL 23, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant certains services éducatifs aux élèves âgés de moins de cinq ans	1	CP	4 (P)	17,57						22	8	2	4	17	16							29, 30 avril, 1er et 2 mai 2013
	1	ED	9 (P)	27,73			5	20	7	A	70	20	9				3					15, 16, 21, 22, 30 mai, 4, 5, 11 et 12 juin 2013
1.1.4 PL 45, Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie	1	ED	16 (P)	42,43	2 (P)	7,28	208	52	32	A	114	61	2	18			5					6, 7, 12, 13 juin, 9, 16, 17, 26 septembre, 9, 10, 29, 30 octobre, 6, 7, 12, 19, 26 novembre et 2 décembre 2013
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.3 Crédits budgétaires																						
1.4 Interpellation																						

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES	
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR		
			N	H	N	H																	
1.5 Autres mandats																							
1.5.1 Document de consultation sur la réglementation du prix de vente au public des livres neufs imprimés et numériques	1	CP	2 (P)	9,02	4 (P)	19,70					38	9	5	6	34	8	39	1					19, 20, 21, 26 août, 17 et 19 septembre 2013
			1 (T)	1,68							9	1		1				1					24 septembre 2013
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																							
2.1 Législation déléguée																							
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																							
2.3 Vérification des engagements financiers																							
2.4 Imputabilité																							
2.5 Autres mandats																							
2.5.1 Étude du plan stratégique 2012-2016 et examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)	1	CP	1 (P)	2,58							6	1			1								24 octobre 2013
			1 (T)	0,93							7	1											24 octobre 2013
			1 (T)	0,28							6	1											24 octobre 2013
2.5.2 Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire en application de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (L.R.Q., c. E-14-1)	1	CP	3 (P)	14,23							17	6			6			6					27, 28 novembre et 3 décembre 2013
																							Mandat non complété
			1 (T)	1,90							6	2											Rapport non déposé
																							27 novembre 2013





Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTA-TIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 PL 36, Loi sur la Banque de développement économique du Québec	1	CP	9 (P)	27,72						56	14	1	9	34		33					9, 10, 13, 14, 15, 16, 17, 23 et 24 mai 2013	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.3 Crédits budgétaires																						
1.4 Interpellation																						
1.4.1 La politique de laisser-faire du gouvernement péquiste en matière de travail	1		1 (P)	2,00						2	2		1				1				31 mai 2013	
1.4.2 L'échec du gouvernement péquiste en matière de développement économique régional	1		1 (P)	2,00						3	2		1				3				27 septembre 2013	
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Utilisation inappropriée de fonds publics par Tourisme Montréal	1	CP			1 (P)	4,67				5	3		1		4	1	1				10 février 2014	
			1 (T)	0,45						7	2	1									5 décembre 2013	
					1 (T)	0,82				5	3										10 février 2014	
			1 (T)	0,73						6	3										11 février 2014	

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.5 Autres mandats																						
2.5.1 Audition de la présidente-directrice générale du Conseil de gestion de l'assurance parentale concernant sa gestion du Fonds et sa gestion administrative et examen du rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur l'assurance parentale	1	CP	1 (P)	2,90						5	2			1		1					30 septembre 2013	
			1 (T)	0,93						5	2										30 septembre 2013	
			1 (T)	0,20						5	1										30 septembre 2013	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la commission																						
3.2 Études de pétitions																						
3.2.1 Augmentation des prestations d'aide sociale versées aux personnes handicapées	1	CP	1 (P)	2,83						5	2			3	1	3	3				11 avril 2013	
			1 (T)	0,62						5	2						6				11 avril 2013	





Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 PL 18, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives	1	CP	1 (P)	2,22						7	1		1	2		4					9 avril 2013	
	1	ED	3 (P)	6,57			238	7	7	A	22	7	3				2				18, 30 avril et 7 mai 2013	
1.1.2 PL 32, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels et d'autres dispositions législatives	1	CP	1 (P)	0,80						6	4			1			1				24 avril 2013	
	1	ED	2 (P)	3,75			69	2	2	A	11	9	2				4				24 avril et 1er mai 2013	
1.1.3 PL 31, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le secteur financier	1	ED	1 (P)	4,73			121	19	19	A	8	2	1								12 juin 2013	
1.1.4 PL 25, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 20 novembre 2012	1	ED	9 (P)	31,37			201	58	37	A	92	9	5	9			9				21, 22, 23, 28 mai, 4, 5, 6, 7 et 11 juin 2013	
1.1.5 PL 39, Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite	1	CP			4 (P)	15,03					30			4	16		19	1			3, 6, 9 et 11 septembre 2013	
	1	ED	5 (P)	17,05			138	81	79	A	29	21	5				5				22 octobre, 12, 14, 19 et 21 novembre 2013	
1.1.6 PL 41, Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois	1	CP	2 (P)	5,48							16	2	2	5		5					24 et 25 septembre 2013	
	1	ED	3 (P)	5,35			41	5	5	A	16	13	1	3							29, 30 octobre et 7 novembre 2013	



Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTA-TIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Rapport « Innover pour pérenniser le système de retraite » (Rapport D'amours)	1	CP	1 (P)	4,80	6 (P)	40,50																
			1 (T)	0,97																		
			1 (T)	1,25																		
			1 (T)	0,85																		
					1 (T)	1,75																
					1 (T)	1,52																
					1 (T)	0,75																
1.5.2 Audition du Vérificateur général du Québec concernant sa volonté de mettre en œuvre le mandat confié par l'Assemblée nationale, le 24 septembre 2013, à la suite de l'adoption d'une motion l'enjoignant à analyser la mise à jour économique que présentera le ministre des Finances et de l'Économie relativement à l'année 2013-2014	1	CP	1 (P)	2,05																		
			1 (T)	0,72																		
1.5.3 Audition du président-directeur général et du président du conseil d'administration du Fonds de solidarité FTQ sur les mesures d'amélioration de sa gouvernance, plus particulièrement les changements apportés en 2009, ainsi que de l'Autorité des marchés financiers	1	CP	1 (P)	4,92																		
			1 (T)	0,97																		

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS					DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES	
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL		DR
			N	H	N	H																
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.5 Autres mandats																						
2.5.1 Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques	1		1 (P)	5,80						9	2		1	1							13 juin 2013	
			1 (T)	0,93						8											18 avril 2013	
2.5.3 Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques	1		1 (P)	5,00						6	1		1	1		6					20 novembre 2013	
			1 (T)	1,13						8	2										1er octobre 2013	
			1 (T)	0,52						7	2										29 octobre 2013	
			1 (T)	0,37						6	2					2					30 octobre 2013	
			1 (T)	0,50						8	1										3 décembre 2013	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission																						
3.2 Études de pétitions																						





Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 PL 12, Loi modifiant la Loi sur la police concernant les enquêtes indépendantes	1	ED	6 (P)	14,35			10	26	22	A	35	27		6				5			16, 18, 22, 24, 25 et 30 avril 2013	
1.1.2 PL 22, Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels	1	ED	5 (P)	13,73			7	26	15	A	34	20	3	5				2			25, 29 avril, 1er, 2 et 7 mai 2013	
1.1.3 PL 35, Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil, de successions et de publicité des droits	1	CP	2 (P)	6,70							13	6	1	2	5	2	10	1			22 et 23 mai 2013	
	1	CP/ED	5 (P)	17,62			43	36	24	A	33	17	3	5	2	2	1	10			4, 10, 11, 12 juin et 26 novembre 2013 CP : 2,28 ED : 15,34	
1.1.4 PL 17, Loi modifiant le Code des professions en matière de justice disciplinaire	1	ED	11 (P)	26,37			27	57	44	A	61	52	1	11				9			16 avril, 7, 8, 9, 14, 15, 21, 28, 29, 31 mai et 3 juin 2013	
1.1.5 PL 3, Loi modifiant la Loi électorale afin de prévoir des élections à date fixe	1	ED	5 (P)	16,98			7	20	12	A	24	28	3	5		1		7			4, 5, 6, 7 et 11 juin 2013	
1.1.6 PL 28, Loi instituant le nouveau Code de procédure civile	1	CP			3 (P)	14,03					15	3		3	13		21				10, 11 et 13 septembre 2013	
	1	ED	24 (P)	88,32	6 (P)	19,87	830	373	335	A	181	51	4	30				2			8, 9, 22, 23, 24, 29, 31 octobre, 4, 5, 6, 11, 12, 14, 19, 20, 21, 22, 25, 26 novembre, 5 décembre 2013, 9, 10, 17, 24, 31 janvier, 10, 11, 12, 14 et 17 février 2014	

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES				
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR					
			N	H	N	H																				
1.1.7 PL 49, Loi modifiant diverses lois professionnelles et d'autres dispositions législatives dans le domaine des sciences appliquées	1	CP	3 (P)	8,02								16	6		3	10		34								7, 8 et 12 novembre 2013
1.1.8 PL 61, Loi visant principalement le recouvrement de sommes payées injustement par des organismes publics relativement à certains contrats dans l'industrie de la construction	1	CP	4 (P)	7,00								36	3		4	7		9								28, 29 novembre, 2 et 3 décembre 2013
1.1.9 PL 65, Loi concernant le remplacement et la reconstitution des actes notariés en minute détruits lors du sinistre ferroviaire du 6 juillet 2013 dans la Ville de Lac-Mégantic	1	CP	1 (P)	0,63								10	2	1	1	1		1								3 décembre 2013
	1	ED	1 (P)	2,70				10	2	2	A	10	2	1	1											3 décembre 2013
1.1.10 PL 51, Loi modifiant la Loi sur la division territoriale et d'autres dispositions législatives	1	ED	1 (P)	1,57				8	4	4	A	10	2		1											5 décembre 2013
1.1.11 PL 60, Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement	1	CG	5 (P)	16,68	8 (P)	50,37						111	33	11	13	37	32	269	4	24						14, 15, 16, 21, 22, 23, 30 janvier, 7, 12, 13, 18, 19 et 20 février 2014 Mandat non complété Rapport non déposé 20 février 2014
			1 (T)	0,08								10	2		1											
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																										
1.3 Crédits budgétaires																										

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.4 Interpellation																						
1.4.1 Le manque de vision du gouvernement péquiste face aux problématiques criminelles reliées à la surpopulation carcérale, à la gestion interne et à la sécurité dans les centres de détention du Québec	1		1 (P)	1,93						5			1								19 avril 2013	
1.4.5 Le refus du gouvernement péquiste de rendre publics tous les avis juridiques concernant les orientations gouvernementales sur son projet de charte des valeurs québécoises	1		1 (P)	2,02						4	1		1								1er novembre 2013	
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Rapport de la Commission d'accès à l'information « Technologies et vie privée à l'heure des choix de société »	1	CG	4 (P)	20,58						27	11	5	4	17	5	26		1			9, 10, 11 et 23 avril 2013	
1.5.2 Audition du ministre de la Justice concernant les commentaires de la Commission des droits de la personnes et des droits de la jeunesse rendus publics le 17 octobre 2013 sur les orientations gouvernementales au sujet du projet de charte des valeurs québécoises ainsi que sur le caractère inconstitutionnel du projet gouvernemental	1	CP	1 (P)	2,32						8	2		1					1			28 novembre 2013	
			1 (T)	0,25						10	1										3 décembre 2013	

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.5 Autres mandats																						
2.5.1 Élection à la vice-présidence de la Commission	1				1 (P)	0,03					5										10 janvier 2014	
2.5.2 Élection à la vice-présidence de la Commission	1		1 (P)	0,03						9											12 février 2014	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission																						
3.1.1 Étude du rapport « Propositions de modifications à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme », des rapports d'activités 2007-2008 à 2011-2012 et examen des orientations, des activités et de la gestion administrative du Commissaire au lobbyisme	1	CP	3 (P)	8,62						18	3			7	12						17 avril, 19 et 24 septembre 2013	
			1 (T)	0,75						5	1										16 avril 2013	
			1 (T)	0,03						5											17 avril 2013	
			1 (T)	0,77						6	2										25 avril 2013	
			1 (T)	0,43						7	1										24 septembre 2013	
			1 (T)	0,45						6	1					1					6 novembre 2013	





Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.0 Mandats de l'Assemblée																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.3 Crédits budgétaires																						
1.4 Interpellation																						
1.5 Autres mandats																						
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.2.1 Curateur public du Québec	1	CP			1 (P)	2,93					6	2	1		1						10 septembre 2013	
					1 (T)	0,67					6	2	1								10 septembre 2013	
					1 (T)	0,35					6	2	1								10 septembre 2013	
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.5 Autres mandats																						
3.0 Mandats d'initiative																						





Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
1.4.2 L'incapacité du gouvernement péquiste à fournir un cadre financier concernant le financement de l'assurance autonomie	1		1 (P)	1,93						2	1	1	1								15 novembre 2013	
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Projet de règles abrogeant la disposition qui prohibe la vente, le service et la consommation de boissons alcooliques à l'intérieur des aires de jeux	1	CP	3 (P)	10,55						23		2	2	6		4	7				29, 30 mai et 4 juin 2013	
			1 (T)	0,58						9											14 mai 2013	
			1 (T)	0,60						9											6 juin 2013	
1.5.2 La gestion du Centre hospitalier de l'Université de Montréal par l'actuel directeur général	1	CP	2 (P)	11,10						14	3	3			9	1	1				10 et 11 juin 2013	
			1 (T)	0,70						7	1										28 mai 2013	
			1 (T)	1,07						7	2										12 juin 2013	
			1 (T)	1,05						7	2										13 juin 2013	
1.5.3 Livre blanc sur la création d'une assurance autonomie intitulé L'autonomie pour tous	1	CP	13 (P)	57,83						116	12	3	13	59	1	84					23, 24, 29, 30, 31 octobre, 5, 6, 7, 12, 13, 14, 19 et 20 novembre 2013	
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
2.5 Autres mandats																						
2.5.1 Étude du rapport sur la mise en œuvre de la Loi sur le tabac	1	CP			2 (P)	13,80					16				14	14	1				20 et 21 août 2013	
			1 (T)	0,88						8	1										28 mai 2013	
					1 (T)	0,47				8											20 août 2013	
					1 (T)	0,45				8											21 août 2013	
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission																						
3.1.1 Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée	1	CP	5 (P)	20,80	2 (P)	10,85				63		1		34	2	35				160	21, 22 janvier, 11, 12, 18, 19 et 20 février 2014 Mandat non complété Rapport non déposé	
			1 (T)	1,20						9		1									14 mai 2013	
			1 (T)	0,80						9		1									6 juin 2013	
					1 (T)	1,85				8		1									20 août 2013	
			1 (T)	0,23						9											20 novembre 2013	
3.2 Études de pétitions																						
3.2.1 Une loi autorisant une personne handicapée d'être toujours accompagnée de son chien d'assistance	1	CP	2 (P)	7,48						15	2	1		7	1	8	1				15 et 16 avril 2013	
			1 (T)	0,77						7	1										15 avril 2013	
			1 (T)	0,52						8	1	1									16 avril 2013	
			1 (T)	0,67						6	1										22 avril 2013	



Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES	
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR		
			N	H	N	H																	
1.0 Mandats de l'Assemblée																							
1.1 Projets de loi publics																							
1.1.1 PL 37, Loi interdisant certaines activités destinées à rechercher ou à exploiter du gaz naturel dans le schiste	1	CP	3	(P)	8,78						22	3		3	13		19						18, 19 et 20 février 2014 Mandat non complété Rapport non déposé
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																							
1.3 Crédits budgétaires																							
1.4 Interpellation																							
1.4.1 Les enjeux environnementaux liés à la politique pétrolière du gouvernement du Québec	1		1	(P)	2,01						6	1	1	1								8 novembre 2013	
1.5 Autres mandats																							
1.5.1 Faire la lumière sur les événements survenus le 24 octobre dernier concernant les interventions du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs auprès de l'organisme public et indépendant qu'est le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) (Suite)	1	CP	2	(P)	3,65						11	6	3			4						24 avril et 29 mai 2013 Mandat non complété Rapport non déposé	
			1	(T)	0,67						4	5										17 avril 2013	
			1	(T)	0,55						6	3										14 mai 2013	
			1	(HC)	1,53						5	4				1						29 mai 2013	
			1	(HC)	0,53						4	3				1						4 juin 2013	

Sujets	NB	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENT			CONSULTATIONS EN LIGNE		REMARQUES
			Session		Hors sess		AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	DI	QL	DR	
			N	H	N	H																
2.0 Mandats prévus au Règlement ou selon une loi																						
2.1 Législation déléguée																						
2.2 Surveillance d'organisme et reddition de comptes																						
2.3 Vérification des engagements financiers																						
2.4 Imputabilité																						
2.5 Autres mandats																						
2.5.1 Élection à la présidence de la Commission	1		1 (P)	0,02						3		1										12 février 2014
3.0 Mandats d'initiative																						
3.1 Études entreprises à l'initiative de la Commission																						
3.2 Études de pétitions																						
4.0 Organisation générale			1 (T)	0,92						8												6 juin 2013



**DIRECTION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES**

Édifice Pamphile-Le May  
1035, rue des Parlementaires  
3<sup>e</sup> étage, bureau 3.15  
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone : 418 643-2722  
Télécopieur : 418 643-0248  
[commissions@assnat.qc.ca](mailto:commissions@assnat.qc.ca)

